

# China Analysis

## Les Nouvelles de Chine

No 11-12 Décembre 2006 – Février 2007

<b>AVANT PROPOS</b> .....	<b>1</b>
<b>POLITIQUE INTÉRIEURE</b> .....	<b>2</b>
1. La lutte contre la corruption atteint-elle le Bureau politique? 2	
2. Un approfondissement juridique de la démocratie locale dans les campagnes.....	3
3. Petits partis démocratiques : l'éternel retour.....	5
4. Hu, Wen et Zeng : une troïka stable pour le 17 <sup>ème</sup> CC.....	6
<b>ÉCONOMIE</b> .....	<b>9</b>
5. La banque privée Minsheng : dix ans déjà.....	9
6. L'irrésistible croissance des villes chinoises .....	11
7. La Chine a tiré bénéfice de son adhésion à l'OMC.....	13
<b>POLITIQUE EXTÉRIEURE</b> .....	<b>16</b>
8. Le « monde harmonieux » : du pragmatisme multilatéral ..	16
9. Pour 2007, tout dépend de Shinzo Abe .....	18
10. Le déclin d'une puissance .....	20
<b>PRESSE TAIWANAISE</b> .....	<b>22</b>
11. L'avenir de la collaboration entre le Kuomintang et le Parti communiste chinois .....	22
12. Les relations entre les deux rives, bilan de l'année 2006 et perspectives.....	26

Bulletin électronique d'Asia Centre – Centre études Asie sur la Chine, **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** est dirigé par François Godement et Michal Meidan et commente l'actualité chinoise sur les thèmes politiques, économiques et de société, stratégiques et de relations internationales. **China Analysis – Les Nouvelles de Chine** s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin avec pour objectif de présenter le point de vue de la RPC sur les questions internationales et du monde chinois.

[www.centreasia.org](http://www.centreasia.org)



Asia Centre  
Centre études Asie

## AVANT PROPOS

*Entre le passage de 2006 à 2007 et le Nouvel an chinois, il est l'heure des bilans, politiques, économiques et stratégiques. A l'occasion de la réunion de l'Assemblée populaire nationale et la Conférence consultative politique du peuple chinois (les 两会 lianghui), le Premier ministre Wen Jiabao présente les travaux de son gouvernement pendant l'année écoulée, et énonce les réformes à venir : un projet de loi, très polémique, sur la propriété privée ; un aveu de l'échec de la politique de conservation énergétique, et un engagement pour l'avenir à ce sujet ; une modération de la croissance économique pour un développement plus équitable, sur le plan humain et géographique ; et la poursuite de la lutte contre la corruption au sein du Parti.*

*La politique intérieure est mouvementée : la purge de neuf cadres supplémentaires à Shanghai pour cause de corruption et les appels à promouvoir la démocratie interne au Parti, défendue par Zeng Qinghong devant l'école centrale du Parti, font preuve de l'urgence pour le Parti d'entamer des réformes internes. Or, ces réformes, comme l'a souligné Wen Jiabao, sont loin d'être une libéralisation politique, ou la démocratie. Dans un discours destiné à apaiser les conservateurs du gouvernement, Wen Jiabao se montre prudent quant à la poursuite des réformes politiques dans le pays ; la stabilité sociale et économique reste en tête des préoccupations au stade actuel du socialisme chinois. Au sommet du Parti Hu semble avoir pu consolider son assise, comme le témoigne le statu quo atteint avec Zeng Qinghong et la promotion d'un « allié » au gouvernement de Shanghai, mais les pressions « d'en bas » s'accumulent. La stabilité sociale, notamment à la campagne, fait l'objet de débats quant à la meilleure solution pour la représentation et la protection du secteur agricole, mais la pression sur les nouveaux centres urbains préoccupe par ailleurs. Le programme social reste un des chantiers qui préoccupent le plus : réforme du système médical, les écarts de revenus, et les réformes incomplètes du système d'éducation.*

*L'année du Cochon d'or a commencé avec une affirmation de l'intégration de la Chine et de son effet d'entraînement sur l'économie mondiale. Les bilans, à cinq ans, de l'adhésion de la Chine à l'OMC, affirment l'indispensabilité de la Chine pour l'économie mondiale, et la chute de la bourse de Shanghai atteste à la fois de sa fragilité et de son impact. Ceci évoque, à nouveau, la question des effets de l'économie mondiale sur la Chine.*

*Les bilans diplomatiques sont quant à eux, plutôt favorables. La diplomatie chinoise a marqué des succès en 2006 et a fait preuve d'engagement, prudent, sur le plan international. Son rôle en Asie, sur la question nord coréenne notamment, et le renforcement de la coopération avec les Etats-Unis, donnent une nouvelle confiance à la diplomatie pékinoise. Soucieuse de bien développer son image, la diplomatie peaufine la rhétorique, les symboles et les slogans, sans pour autant nuire aux fondements pragmatiques de la politique extérieure du pays. Le grand acquis diplomatique de l'année a toutefois été un relatif réchauffement des liens avec le Japon. L'époque de la « chaleur économique et froideur politique » avec ce voisin est-elle révolue ? En tous cas cette stratégie risque d'être reproduite à l'égard de Taipei, qui, dans un contexte politique agité, résiste difficilement à la force d'attraction de l'économie continentale.*

François Godement et Michal Meidan

## 1. La lutte contre la corruption atteint-elle le Bureau politique ?

La tension monte à Pékin en préparation du 17<sup>e</sup> comité central prévu pour la deuxième moitié de 2007. Les fondements idéologiques auraient déjà été établis (voir les précédentes livraisons de *China Analysis*), et la lutte contre la corruption entre une nouvelle étape.

La commission centrale pour l'inspection de la discipline, l'instance suprême en matière de lutte contre la corruption, a tenu sa septième séance plénière le 8 janvier et a présenté ses nouvelles conclusions dans l'affaire de Chen Liangyu. Chen a été membre de la faction shanghaienne de Jiang Zemin et de Huang Ju, or ce dernier n'a pas fait d'apparition publique depuis un discours prononcé le 5 janvier devant les directeurs exécutifs des entreprises publiques chinoises.

Est-il directement et ouvertement impliqué dans l'histoire de Shanghai ? Ceci pourrait expliquer son absence de la conférence centrale pour les questions financières fin janvier. Une revue hongkongaise relate le transfert de ses dossiers à Wen Jiabao, pour des raisons de santé. *Caijing* fait part de cas de corruption touchant le secteur bancaire et les entreprises d'État, dont Huang Ju est responsable depuis 2002. L'article cité ne fait toutefois aucune mention de Huang Ju.

Reste à voir si cette lutte contre la corruption est en effet une lutte contre la faction de Shanghai.

Article non attribué, « No sign of anti-corruption war abating in China after downfall of Chen Liangyu », *Xinhua*, 26 janvier 2007

In the same week former top statistician Qiu Xiaohua was expelled from the Chinese Communist Party and from all government posts, the State Council has ordered a thorough investigation into the corruption case involving former head of China's pharmaceutical watchdog Zheng Xiaoyu.

Earlier this month, Wang Zhaoyao, ex-vice chairman of the Anhui provincial committee of the Chinese People's Political Consultative Conference (CPPCC), was sentenced to

death with a two-year reprieve on corruption charges.

What's more, former vice governor of Guangdong Province Liu Weiming was found to have « seriously violated disciplines » and had been dismissed from the National People's Congress.

The swirl of activity in the anti-graft field as the year opens sends a very clear message that the Central Leadership of China is NOT going to relax its combat against official corruption following the downfall of a number of heavyweights, including former Shanghai Party chief Chen Liangyu, in 2006.

Chen was removed from the post of secretary of the CPC Shanghai Municipal Committee over the Shanghai social security fund scandal. Liu Zhihua, former vice mayor of Beijing, was also expelled last year from the CPC for abusing office and leading a « decadent » life.

### OFFICIALS TOLD TO BEHAVE THEMSELVES

The six disgraced officials mentioned above were all leaders at or above the provincial or ministerial level who regularly made national headlines. Local newspapers have also carried stories about the corruption of local officials.

While still insisting that the majority of Party and government officials are clean and honest and that the several-decade-long anti-corruption drive is bearing fruit, the CPC watchdog, the Central Commission for Disciplinary Inspection (CCDI), has acknowledged that there are problems with the personal integrity of many officials in leading positions.

Hu Jintao, General Secretary of the CPC Central Committee, delivered an anti-corruption speech on Jan. 9 at the CCDI plenary session with the emphasis on « enhancing cadres standards in all areas, ideologically, in study, in work, in leadership and in lifestyle ».

After calling on officials at all levels to follow the traditional doctrine of serving the people, Hu went on to stress that they must « perform their duties impartially and honestly », and « lead an honest life ».

The *People's Daily*, the country's flagship newspaper, said cadres must remember that China will be a developing country for years to come; even when the country becomes stronger and more prosperous, the party's rank and file should « practice plain living and avoid extravagance ».

Ethics education, highlighted in Hu's speech and in *People's Daily* articles, will play a bigger role in the anti-graft drive in the years to come.

The CCDI has vowed to relentlessly expose collusion between government officials and business people in its battle against corruption.

The CCDI also announced its anti-graft investigations will target officials who « purchase commercial housing at prices far lower than market prices by taking advantage of their posts' influence, occupy and use borrowed houses and vehicles but fail to return them, take part in gambling or seek illicit money in activities like gambling, seek illegal profits by using others to invest in the stock market, or seek other forms of illegal earnings for themselves and their family relatives ».

Xu Guangchun, party chief of central China's Henan Province, told his underlings to resist the inordinate desire for money, because « you earn decent salaries compared with most people in our province ».

He could have added that corrupt officials will lose more than they get if they resort to illicit activities -- they will lose their personal freedom when they are caught.

From August 2005 to June 2006, a total of 3,128 commercial bribery cases directly involving government employees and 968 million yuan (121 million U.S. dollars) were uncovered, a recent CCDI report said.

## 2. Un approfondissement juridique de la démocratie locale dans les campagnes

Synthèse commentée de Valérie Demeure-Vallée, d'après :

– Xu Chun, « La démocratie aux échelons de base est la voie fondamentale de l'harmonie sociale », [www.beijingsnews.com](http://www.beijingsnews.com), 4 décembre 2006

– Zhang Raoshan, « Un dossier chinois », *Caijing*, 11 décembre 2006

Le bureau politique du gouvernement central s'est réuni le 30 novembre 2006 pour examiner, avec le concours d'experts, la question de la construction politique de la « démocratie aux échelons de base » (*jiceng minzhu*, 基层民主) dans les campagnes. Les personnalités politiques et universitaires spécialistes des questions rurales qui ont participé à cette étude ont fait part de leur point de vue sur le système en place. Lors de cette discussion, le secrétaire général du parti, Hu Jintao, a demandé que ce système soit élargi.

Pour comprendre les enjeux de cette réflexion collective et d'une extension éventuelle du système d'élections locales aux campagnes, une brève présentation de ce système de « démocratie aux échelons de base » est nécessaire.

### 1) Le système de « démocratie aux échelons de base » dans les campagnes<sup>1</sup>

La notion de « démocratie aux échelons de base » fait référence aux élections directes qui ont lieu dans les campagnes.

La disparition des communes populaires en 1979 a détérioré l'autorité de l'État dans les villages. Pour restaurer cette autorité, certains membres du gouvernement ont proposé de mettre en place un système de gestion autonome des paysans en instaurant des élections directes. Selon eux, la démocratie dans les villages assurerait la stabilité sociale en permettant à ces derniers de s'administrer eux-mêmes et aux individus de s'enrichir.

<sup>1</sup> Sur ce thème, voir Zhengmin, « Élections dans les villages : la démocratie au niveau local », in *Perspectives chinoises*, n°42, août 1997 ; et également Liu Yawei, « Les élections des comités villageois en Chine : vers une meilleure gestion locale et un État plus fort », in *Perspectives chinoises*, n°60, juillet-août 2000.

Cette question de gestion autonome des villages a été débattue dès 1982 et la « loi sur l'organisation des comités de villages » a vu le jour en novembre 1987. Cette loi fait des comités de villages (*cunweihui*, 村委会) des « organisations autonomes de base des masses », dont le président et le vice-président sont élus directement par les paysans. L'objectif affiché de cette loi était d'accroître la participation des paysans à la vie politique. En pratique, l'application de cette loi a rencontré de nombreuses résistances, notamment au niveau des cantons et des districts, qui ont souvent fait obstruction à ces élections. Elle a été révisée en 1998 pour réaffirmer le rôle des organisations locales sous l'autorité du Parti dans les campagnes.

En réalité, les comités de villages ne sont pas des organisations politiques. Leur pouvoir est d'ordre administratif ; ils ont pour mission de renforcer les capacités d'autogestion des campagnes<sup>2</sup>. Ils sont placés sous le contrôle des organisations locales du parti que sont les assemblées représentatives des populations rurales ou les conseils.

## 2) Vers une extension de la « démocratie aux échelons de base »

À l'occasion de la réunion du 30 novembre, le secrétaire général du Parti communiste chinois, Hu Jintao, a demandé que les expériences de « démocratie aux échelons de base » soient étendues. Cependant la nature exacte de cette extension n'a pas été précisée. Réagissant à cette intervention, le professeur Xu Yong, spécialiste des questions rurales, estime que « le problème est de savoir jusqu'où il est possible d'étendre la démocratie ». Pour lui, elle peut être étendue « sur le contenu » et sur « le plan formel ».

Le journaliste Zhang Raoshan estime quant à lui que la question du droit de propriété sur la terre des paysans devrait elle aussi être traitée dans le cadre d'un processus de démocratie locale, afin de protéger les droits et les intérêts des paysans.

Le professeur Xu Yong ajoute que, dans son discours, Hu Jintao a indiqué que les échelons de base devaient constituer « des structures efficaces de coordination d'intérêts recourant au dialogue, au règlement des

---

<sup>2</sup> L'autogestion (*ziwi guanli*, 自我管理) s'applique aux secteurs de l'administration, de l'éducation et des services.

différents et protégeant les droits et les intérêts ». C'est, pour le professeur Xu, « une innovation institutionnelle très importante ».

Pour Zhao Shukai, chercheur spécialiste des questions rurales, le « développement de la démocratie aux échelons de base implique de renforcer son niveau d'institutionnalisation » et « d'élaborer un ensemble complet de lois et de règlements pour pallier les carences du système actuel ». En effet, aucun règlement ne mentionne clairement à l'heure actuelle les peines encourues en cas de manquement à la procédure électorale (comme l'achat des votes, les faux décomptes de bulletins, la manipulation des procédures) ou d'ingérence des cantons ou des bourgs dans les affaires relevant de l'autonomie des populations rurales.

De plus, aucune institution n'est compétente pour régler ce genre de litige. La « loi sur l'organisation de comités de villages » en vigueur ne prévoit pas de compétence judiciaire en la matière, ce qui revient à dire que la démocratie villageoise est exclue de la pratique judiciaire.

Zhao Shukai insiste donc pour que le renforcement de la démocratie locale dans les campagnes ne soit pas seulement inscrit dans un ensemble de lois et de règlements mais que des mesures contraignantes garantissent leur application et assurent une vraie protection juridique des droits et des intérêts des paysans.

Outre l'aspect juridique et judiciaire, le renforcement de la démocratie locale implique selon le professeur Xu Yong une amélioration de deux systèmes déjà en place : le système des « trois autogestions » (*sange ziwo*, 三个自我) et celui des « quatre démocraties » (*sige minzhu*, 四个民主).

Le système des trois autogestions prévoit que les institutions villageoises autonomes prennent en charge la gestion, l'éducation et les services. Le professeur Xu estime que dans ces trois domaines l'autonomie de gestion n'est pas complète et que cela doit changer.

Le système des « quatre démocraties », instauré en 1999, se base sur quatre éléments : des élections démocratiques, des prises de décision démocratiques, une gestion démocratique et une supervision

démocratique<sup>3</sup>. Concrètement, les élections directes pourraient être étendues à d'autres échelons comme les districts ou les cantons. En ce qui concerne la « supervision démocratique » (*minzhu jian du*, 民主监督), elle est actuellement exercée par des assemblées de représentants et des conseils des villages, placés sous l'autorité du Parti.

Cette étude du bureau politique du gouvernement central s'inscrit dans la ligne de « la construction des nouvelles campagnes socialistes »<sup>4</sup> prévue par le plan quinquennal (2006-2011). Elle a également pour corollaire la réflexion sur la mise en place d'organisations paysannes autres que les seuls comités de village<sup>5</sup>, pour mieux défendre les droits des populations rurales.

En cherchant à approfondir le système de démocratie villageoise, notamment *via* l'instauration d'un cadre juridique plus sûr et d'un recours judiciaire pour les paysans en cas de litige, le gouvernement chinois tente d'assurer une meilleure stabilité sociale dans des campagnes en proie à des tensions de plus en plus nombreuses.

La nature de cet approfondissement démocratique, son contenu et ses degrés d'application mériteraient cependant d'être précisés pour pouvoir être analysés plus finement.

### 3. Petits partis démocratiques : l'éternel retour

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Article non attribué, « Les non-communistes détiennent plus de fonctions dans le système politique chinois », *Xinhua*, 24 janvier 2007
- Article non attribué, « Le Premier ministre demande des conseils en matière de finances à des non-communistes », *Quotidien du Peuple*, 24 janvier 2007

Le nombre d'acteurs politiques qui ne sont pas issus des rangs du Parti communiste chinois serait à la hausse selon la presse officielle. On compte plus de 180 000 députés « non communistes » parmi les rangs de l'Assemblée nationale populaire ou des assemblées populaires locales, soit une hausse de 50 % en cinq ans.

Le nombre de non-communistes dans les conférences consultatives sur le plan national ou local aurait atteint 340 000, contre seulement 240 000 il y a cinq ans. 19 fonctions ministérielles dans les autorités centrales seraient tenues par des personnes extérieures au PCC, une hausse de 26 % sur cette même période.

La nature des rôles aurait également connu une évolution, de fonctions dans le domaine de l'éducation et de la culture à un « plus large éventail de domaines ».

Ce phénomène serait un « choix rationnel » du PCC afin d'accroître les « capacités politiques et gestionnaires » du système politique chinois. Le comité central aurait ainsi émis une série de directives destinées à promouvoir l'accès des « non-communistes » et des personnes « dépourvues d'affiliation politique » aux plus hauts échelons du pouvoir politique au niveau local, mais aussi au Conseil d'État.

Qui plus est, concernant le choix des délégués du 17<sup>e</sup> CC, les comités provinciaux du PCC sont appelés, pour la première fois, à « sonder les opinions des autres partis avant de faire une sélection de candidats ». Dans cette optique, le comité central du PCC, le Conseil d'État et les ministères auraient, dès 2002, tenu 18 réunions regroupant des personnes n'étant pas membres du PCC afin de les informer des décisions clés prises et de solliciter leur point de vue.

<sup>3</sup> *Minzhu xuanju* (民主选举), *minzhu juece* (民主决策), *minzhu guanli* (民主管理), *minzhu jian du* (民主监督).

<sup>4</sup> Cf Valérie Demeure-Vallée, « La Chine se lance dans la construction des nouvelles campagnes socialistes », *Les Nouvelles de Chine – China Analysis*, n°4, mars-avril 2006.

<sup>5</sup> Antoine Richard, « La liberté d'organisation des paysans est plus importante que la démocratie », *Les Nouvelles de Chine – China Analysis*, n°10, novembre 2006.

Une telle réunion a eu lieu entre Wen Jiabao, la Fédération chinoise de l'industrie et du commerce, des experts non communistes et les dirigeants de huit autres partis : le Comité révolutionnaire du Kuomintang, la Ligue démocratique de la Chine, l'Association pour la construction démocratique nationale de la Chine, l'Association chinoise pour la promotion de la démocratie, le Parti démocratique des paysans et ouvriers chinois, Zhi Gong Dang, l'association Jiusan et la Ligue d'autogouvernement démocratique taïwanaise<sup>6</sup>.

La réunion était destinée à solliciter les propositions de ses membres concernant les réformes financières du pays, les politiques monétaires et la régulation des prêts bancaires en Chine.

Les articles restent vagues quant à ces membres « non communistes », les rôles qu'ils détiennent et leur affiliation politique, mais montrent cependant une volonté d'afficher une plus grande ouverture politique. Ceci intervient, toutefois, dans un contexte ambigu : si le PCC affiche plus de transparence et le souci d'un meilleur lien avec la population à travers des sites internet et une participation populaire en ligne, il émet d'autre part des directives destinées à contrôler les contenus des émissions télévisées, afin que celles-ci soient d'une « inspiration éthique »<sup>7</sup>.

#### **4. Hu, Wen et Zeng : une troïka stable pour le 17<sup>ème</sup> CC**

Wu Zhong, « The emerging Hu-Wen-Zeng troika », *Asia Times*, 31 janvier 2007

Chinese President Hu Jintao is in firm command of the preparations for the Communist Party's 17th Congress scheduled to be held in the autumn. This is a sure sign that Hu's authority as the supreme leader of the party and the country will be truly established in the upcoming five-yearly party congress and that he has walked out of the political shadow of predecessor Jiang Zemin.

<sup>6</sup> Il s'agit des huit partis non communistes en Chine, tous nés dans les années 1940 (ou avant) et ayant entre 2 000 membres (pour la Ligue d'autogouvernement démocratique taïwanaise) et 150 000 (pour la Ligue démocratique de la Chine).

<sup>7</sup> Article non attribué, « Only "ethically inspiring" TV allowed in prime time », *Xinhua*, 22 janvier 2007.

Sources in Beijing confirm a report in the latest issue of *The Mirror*, a Chinese-language pro-Beijing China-watching monthly based in Hong Kong, that two leading groups have been set up to take charge of the preparatory works for the party congress: one to oversee the draft of the keynote report to be delivered at the opening that will set the party line for the next five years, the other to take care of personnel matters - including the selection of delegates and, more significant, the election of the new Central Committee.

With Hu's approval, Premier Wen Jiabao, now ranking No 2 in the party hierarchy, has been assigned to head the political-report-drafting group and Vice President Zeng Qinghong, now ranking No 5, to lead the personnel group. This indicates that a Hu-Wen-Zeng troika has been formed to lead the party's 17th National Congress and likely to become the core of the party's leadership afterward, the sources say.

This debunks some earlier rumors, one of which had Jiang demanding that Wen step down if Hu wanted to force Jia Qingling, ranking No 4 in the Politburo's Standing Committee and also chairman of the Chinese People's Political Consultative Conference, and the ailing Vice Premier Huang Ju, ranking No 6, to retire at upcoming congress.

Both Jia and Huang are seen as Jiang's proteges. Another rumor said Hu was being urged to cede the presidency to Zeng, suggesting the two were locked in a power struggle ahead of the party meeting.

The keynote political report to a party congress is normally delivered by the party's leader. In the history of the Chinese Communist Party, there were a few exceptions in Mao Zedong's time when the Great Helmsman had his hand-picked successor read the report instead, though all of his designated successors proved to be politically short-lived.

So it is believed the political report will be delivered by Hu himself, though Wen is now overseeing its drafting. The *Mirror* report said Wen has already recruited elite party theorists and researchers from top think-tanks into the drafting group.

The report is expected to elaborate on Hu's idea of "building a socialist harmonious society" and "pursuing a harmonious world". Sources say that following party tradition, it is

essential for Hu to have his own ideas developed into the party's guiding ideology. Only in this way can his supreme leadership truly be established. From this viewpoint the drafting of the political report is a very important task. So to have Wen head the drafting group shows Hu believes the premier will faithfully accomplish the task.

And the approval of the political report (which is surely expected) means Hu's idea will be officially adopted as the party line. Some sources say the party constitution is also likely to be revised to include Hu's line as the party's theoretical guideline parallel with Deng Xiaoping's "thought" and Jiang's "three represents" theory.

Adoption of this line will formally mark the opening of the Hu era. "No doubt, the next five years will be strongly branded with the Hu stamp," said Li Ji, former vice president of the Chinese Academy of Social Sciences (CASS), in an interview with The Mirror.

In the division of labor in the current Politburo Standing Committee, Zeng's portfolio is to oversee the party's construction and organization affairs - a job Hu himself had concentrated on until he became party chief in late 2002. As such, Zeng is concurrently president of the Central Party School, the training center for senior cadres. And the party's Central Organization Department, which handles the appointment and promotion of senior party and government officials, is directly under Zeng's supervision.

Given this portfolio, it is logical for Zeng to be assigned to head the preparatory group on personnel affairs. Nevertheless, it still shows that Zeng, who used to be regarded as a protege of Jiang and a key member of the so-called Shanghai clique, has won the trust and become an ally of Hu.

The reshuffle of personnel in the upcoming party meeting is so important to Hu that it would simply be unthinkable to have a rival in charge. Hu needs loyal cadres to implement his line. Or, as Mao put it: "Once the party line is established, cadres become the key factor" for implementation of the line.

Zeng's group has first to supervise the selection of 2,200 deputies from the 38 constituencies representing 72 million Communist Party members across the country. They include the 31 mainland provinces, the party's central units, the

central government units, the People's Liberation Army, the paramilitary People's Armed Police, the state-owned enterprises, financial institutions under the central government, and the All-China Federation of Taiwan Compatriots (supposedly representing Taiwan).

According to the rules, 70% of the 2,200 deputies will be party and government officials. The 200-odd full members and 150-odd alternative members of the party's new Central Committee will be elected from among these 2,200 deputies during the congress. So another important task for Zeng's group is to work out a list of candidates for the new Central Committee.

Normally, all party chiefs and governors of the 31 mainland provinces are on the Central Committee. Thus all provinces are required to hold their local party congresses to pick new provincial party committees and party chiefs. This is to ensure that new blood will be injected into the new Central Committee. So far, 15 or so provinces, mostly in central and western China, have already convened their regional congresses. But economically important regions on the east coast such as Beijing, Shanghai, Tianjin and Guangdong have yet to hold their provincial-level congresses.

Analysts say Zeng will not be able to work out the list of candidates for the new Central Committee before the end of June when official reshuffles in all provinces are to be completed.

For this new round, Hu has instructed that strenuous efforts must be made to prevent the promotion of "ill" officials. In Chinese, the word "ill" in the context of his speech has a double meaning. It refers not only to physical sickness but also to evil deeds such as corruption.

There are reasons for Hu to be concerned with the state of health of those to be promoted. In the past, a couple of Politburo members died soon after they were elevated to the power center. The current example is Huang Ju, who is very ill, reportedly suffering from cancer of the pancreas since early last year. Hu's instruction signals that Huang definitely will have to say goodbye to his political career this autumn.

But Hu is surely more worried that corrupt officials might be promoted. In the past quite



a number of corrupt officials were promoted to higher positions. Disgraced Shanghai party chief Chen Liangyu scorned the Central Commission for Disciplinary Inspection's warning that his secretary Qin Yu was suspected of involvement in a corruption scam, but insisted on promoting Qin to head a district in the city. Eventually, the CCDI's investigations of Qin led to the exposure of Chen himself. This has become a well-known example of "ill-promotion" among Chinese officials.

Sources say that an important condition in the selection of deputies to the party congress and of candidates for the new Central Committee is that they must be free of any suspicion of corruption. In this regard, the CCDI and regional party anti-graft watchdogs may play a role in the selections.

However, given the runaway protectionism at regional levels and nepotism in today's China, it will indeed be a backbreaking, if not impossible, mission for Zeng's group to be sure that all party cadres promoted ahead and during the party's 17th National Congress are clean.

## 5. La banque privée Minsheng : dix ans déjà

Synthèse commentée de Thibaud Voïta d'après :

– Zou Xilan, Tan Jialong, « Les dix ans de Minsheng préparent les cent ans à venir », *Zhongguo Jingji Zhoukan*, 4 décembre 2006

Minsheng est une singularité dans le paysage financier chinois : elle est la première banque entièrement privée du pays. Dans cet article, le *Zhongguo Jingji Zhoukan*, publication du très officiel groupe du *Quotidien du Peuple*, se livre à un éloge de cet établissement pour son dixième anniversaire.

Zou souligne que la création de Minsheng en 1996 constitue la fin d'une période. Avant, les banques n'avaient qu'un actionnaire, des profits très bas et un important volume de créances douteuses (les fameux *non performing loans*, NPL). En effet, le système était dominé par les quatre grosses banques commerciales étatiques dont la restructuration n'avait pas encore vraiment été entreprise.<sup>8</sup> La conséquence directe était de dangereusement fragiliser le secteur bancaire. La banque Minsheng est ainsi considérée comme « le premier champ d'expérimentation de la réforme du système financier chinois » (中国金融体制改革的第一块试验田). Elle a réussi son entrée en Bourse en 2000, a su innover en matière de gestion et obtenir d'importants retours sur investissements sans pour autant accumuler les NPL.

<sup>8</sup> La Bank of China, l'Industrial and Commercial Bank of China, la Construction Bank of China et l'Agricultural Bank of China. Leurs restructurations ont réellement démarré à la fin des années 1990 et se sont accélérées avec la perspective d'une ouverture totale du marché financier chinois en décembre 2006, imposée par l'Organisation mondiale du commerce. Les trois premières ont donc été introduites en Bourse (avec des résultats historiquement élevés). La restructuration de l'Agricultural Bank of China est plus lente. Cette banque, encore plus que les trois autres, a accumulé les problèmes de gestion et les NPL. Son introduction en Bourse est cependant programmée et pourrait avoir lieu avant la fin 2007.

L'histoire du groupe donne un éclairage intéressant des avancées du secteur privé en Chine.

La création de cette première banque privée chinoise n'est d'abord pas le résultat d'une initiative uniquement privée, dans le sens où elle n'a été possible qu'avec le soutien des pouvoirs publics (en l'occurrence, Zhu Rongji).

L'idée est officiellement née lors du 7<sup>e</sup> congrès de la Fédération nationale de l'industrie et du commerce (全国工商联), en 1993. Les entreprises non étatiques<sup>9</sup> ont profité de cette occasion pour se plaindre de l'absence de structures financières non étatiques et des difficultés qu'elles rencontrent à trouver des crédits. Ces plaintes ont été par la suite rapportées au Conseil des affaires d'État (CAE) par le président de la Fédération, Jing Shuping. C'est alors que ce dernier a l'idée de créer Minsheng.

L'article ne précise pas ce qui se passe entre 1993 et 1996. Toujours est-il que la banque est officiellement enregistrée le 7 février 1996. Entre temps, Jing Shuping a obtenu la bénédiction de Zhu Rongji, alors Premier ministre. Première innovation, Jing Shuping affirme sa volonté de voir Minsheng bénéficier d'une assemblée d'actionnaires, d'un Conseil d'administration, d'un comité d'audit, de structures commerciales et d'une gestion indépendante. Pour Zhu Rongji, Minsheng constitue la première étape de la réforme du secteur bancaire commercial. Les responsables de la banque s'accordent pour diviser l'histoire de Minsheng en trois phases.

### 1. Création et expansion, 1996 – 1999

Le 1<sup>er</sup> décembre 1996, 59 structures deviennent actionnaires de la banque, avec un capital de départ de 1,38 milliard de yuans. Or, outre son mode de fonctionnement « à l'occidentale », Minsheng choisit d'innover en deux points par rapport à ses concurrentes chinoises. D'abord, elle engage dès 1996 Price Waterhouse Cooper pour auditer ses comptes. C'est la première fois qu'une banque chinoise fait appel à un cabinet d'audit international. Ensuite, elle choisit de mettre les profits au cœur de sa stratégie,

<sup>9</sup> 非公有制企业. Rappelons qu'en Chine le terme « privé » reste encore peu utilisé, pour des raisons idéologiques. Le terme de « non étatique » lui est souvent préféré. Pour des raisons idéologiques ou par la fluidité du terme « privé » ?

reliant les salaires de ses employés aux résultats de la banque<sup>10</sup>.

La banque connaît donc des premières années d'expansion, jusqu'à la fin 1999. Elle ouvre des succursales dans les villes de Shanghai, Shenzhen, Wuhan, Taiyuan, Dalian, Hangzhou, développe des services internationaux ainsi que diverses activités.

## 2. Crise et restructuration, 1999

Mais, fin 1999, la banque a accumulé 8,72 % de NPL. La capitalisation de la banque était redescendue à 800 millions de yuans. Les dirigeants commencent alors à envisager une restructuration.

## 3. Nouvelle équipe, nouvelle expansion, 2000 à aujourd'hui.

En avril 2000, la banque élit un nouveau président pour son conseil d'administration : Dong Wenbiao. La banque s'engage alors sur « la voie rapide du développement » (民生银行发展进入快车道). Fin 1999, le total des actifs de la banque représentait 25,6 milliards de yuans ; un an après, il est passé à 69,7 milliards. Le total des crédits accordés passe de 18,9 milliards en 1999 à 37,6 en 2000.

Depuis, la banque a été cotée sur le marché A, sa capitalisation a atteint 20 milliards et quelques de yuans en septembre 2005 (contre les 1,3 milliard de sa création). Une IPO était également prévue sur le marché de Hongkong en 2005, elle a été repoussée *sine die* à cause du trop grand nombre d'entreprises continentales choisissant cette période pour faire leur entrée en Bourse<sup>11</sup>.

### Minsheng : les résultats 2006

Milliards de RMB

	Début 2006	3ème semestre 2006	Augmentation
Valeur	557,3	650,2	+ 17 %

<sup>10</sup> Il faut savoir qu'à cette époque, la réussite des banques chinoises était jugée en fonction de la quantité de leurs crédits, et non de leur qualité. En outre, les salaires et les carrières des personnels n'étaient pas influencés par les succès ou les échecs de la banque.

<sup>11</sup> Il n'est pas impossible que les dirigeants de Minsheng attendent la fin de la vague des IPO colossales des banques étatiques pour s'attaquer au marché hongkongais.

totale des actifs			
Total des prêts consentis	378,1	413	+ 14 %
Réserves	488,8	549,1	+ 12 %

Il faut ajouter à ces résultats un taux de NPL de 1,21 %, le plus bas de tout le pays.

À l'heure actuelle, le nouveau président de Minsheng, Eddie Wang, a affirmé la volonté de développer les activités de banque de détail, les crédits à la consommation, et de diminuer la dépendance de la banque à l'écart des capitaux. Par exemple, les activités de banque de détail représentent pour l'instant 15 % de toutes les activités de Minsheng, contre 3 % en 2003, le but étant d'atteindre 30 % en 2008.

Dong Wenbiao espère, à terme, faire de Minsheng une banque capable de rivaliser avec ses concurrents sur les marchés internationaux. Pour lui, la quatrième et prochaine phase de l'histoire de la banque sera celle de son expansion à l'international.

### *Comment expliquer cette réussite ?*

La banque a d'abord su développer une réelle capacité d'innovation dans sa gestion. La filiale de Guangzhou, créée le 18 décembre 1996, est citée en exemple. L'article évoque les réformes structurelles dans le fonctionnement de la gestion et dans l'organisation qu'a entrepris cette filiale, sans pour autant préciser leur nature.

Pour Zou, la réussite de Minsheng est avant tout à chercher dans une culture du respect des règles (合规文化), en particulier celles concernant les NPL (voir le ratio Cooke des accords de Bâle 1).

On retiendra ainsi une volonté de Minsheng, dès sa création, de fonctionner comme une banque occidentale, se démarquant ainsi de ses concurrentes chinoises. C'est probablement ce management inspiré de l'étranger qui lui a permis d'arriver à un taux aussi bas de NPL.

En outre, la banque n'hésite pas à faire appel à du personnel ayant une solide expérience dans des établissements étrangers. Eddie Wang, nommé président en juillet 2006, était auparavant président de HSBC Chine. Il semblerait que la banque soit allée jusqu'à développer une politique visant à attirer le personnel qualifié de ces établissements étrangers : on retrouve ainsi parmi les cadres de la banque des anciens de Citibank, de

HSBC, d'UFJ, etc. A noter également l'accord SAP (Systems, application, and products for data processing) passé entre Minsheng et Accenture.

Cet éloge peut paraître surprenant de la part d'un organe de la presse officielle. D'autant plus qu'il y a quelques mois Minsheng avait été la cible de quelques critiques du Parti. Minsheng faisait alors appel à des actionnaires étrangers qui, étant donné la structure particulièrement dispersée de son actionnariat, risquaient de devenir majoritaires. La banque serait alors passée sous contrôle étranger, ce que les autorités ne pouvaient accepter.

Cet article est peut-être la manifestation d'une réelle volonté chinoise de réformer le système bancaire et de resserrer les liens avec les acteurs puissants du secteur non étatique.

## 6. L'irrésistible croissance des villes chinoises

Synthèse commentée de Thibaud Voita d'après :

- Zheng Yunkai : « Le Dragon doit relever la tête : les grandes villes doivent avoir de grandes ambitions » et Cui Ruchun, « L'urbanisation chinoise : accélération du processus », *Zhongguo Guoqing Guoli*, décembre 2006, pp. 4-10

- Sun Bing, « Secourir la "chaîne écologique" de la circulation des grandes villes », *Zhongguo Jingji Zhoukan*, n°3, 15 janvier 2007

Suite au lancement du « Programme d'édification des campagnes socialistes<sup>12</sup> », le monde rural est à l'honneur dans la presse chinoise depuis quelques mois. Mais la réforme des campagnes implique également une évolution de la ville, comme le laissent sous-entendre les articles analysés ici et tous issus de la presse officielle.

Quelle place occupent les villes dans l'économie chinoise ? En 2005, le PIB urbain s'élevait à 11 314,4 milliards de yuans, soit 61,8 % du PIB national, et 10 % de plus qu'en 2000. Le primaire urbain représentait 438 milliards de yuans (19 % du primaire chinois, + 3,2 % par rapport à 2000) ; le secondaire 5 697 milliards de yuans (65,5 % du secondaire chinois, + 14,4 %) et le tertiaire 5 178,5 milliards de yuans (71 %,

<sup>12</sup> Cf. *China Analysis*, n°4, mars-avril 2006.

+ 0,8 %). Le PIB agrégé des 26 premières villes représentait 55,4 % de celui de tout le pays. Parmi celles-ci, on compte (dans l'ordre d'importance) : Shanghai, Pékin, Shenzhen, Guangzhou, Tianjin, Foshan, Hangzhou, Wuhan, Nanjing, etc.

Pour Zheng Yunkai, de l'Institut d'économie de l'université normale du Fujian, le problème des villes vient de la politique de développement urbain des années 1980 et 1990.

Celle-ci a été définie en 1978, lors du 3<sup>e</sup> plénum du 11<sup>e</sup> congrès du Parti. L'objectif était alors d'éviter coûte que coûte les « maladies des grandes villes » (大城市病), à savoir les problèmes de transports, de transformation du centre-ville en CBD déserté en dehors des horaires de bureaux, l'important taux de criminalité, la périurbanisation... autant de phénomènes observés par les Chinois dans les villes occidentales.

Il fut donc alors décidé de « contrôler les grandes villes et de multiplier les petites villes et les bourgs » (控制大城市, 多搞小城镇), directive révisée en 1980 par : « contrôler la taille des grandes villes, rationaliser le développement des villes moyennes, développer les petites villes » (控制大城市规模, 合理发展中等城市, 积极发展小城市). Est considérée comme grande une ville qui compte au moins 2 millions d'habitants<sup>13</sup>. Cette politique dura jusqu'au début des années 2000, avec de légères modifications.

Zheng et Cui soutiennent qu'au lieu de chercher à contrôler les grandes villes, il faut au contraire favoriser leur extension, source de développement économique. Ils soulignent dans leurs articles respectifs les avantages des grandes villes (2 millions d'habitants est la taille considérée comme idéale) : en rassemblant d'importantes populations, elles permettent des synergies plus faciles entre différentes entités (voir par exemple la coopération entre les universités, les laboratoires de recherche et les entreprises). La proximité permet de réduire les coûts de communication et de circulation, en favorisant *via* un réseau de transport

<sup>13</sup> Le chinois bénéficie d'un vocabulaire et de classements administratifs subtils pour rendre compte des nuances entre les différentes tailles des villes. Nous nous contenterons ici de garder cette appellation de « grande ville » (plus de 2 millions d'habitants) ou « petites et moyennes villes (moins de 2 millions).

performant la circulation des biens, des personnes et des informations.

En outre, les grandes villes favoriseraient l'augmentation de la consommation en mettant les Chinois au contact avec des modes de vie en provenance de l'étranger. Ce point est particulièrement important, puisque les autorités se plaignent à l'heure actuelle de la faible consommation de la population chinoise<sup>14</sup>.

Enfin, les grandes villes facilitent également les restructurations industrielles : elles permettent, grâce à l'augmentation des salaires, un passage des activités du primaire au secondaire puis, après une nouvelle augmentation du niveau de vie, du secondaire au tertiaire.

Sans employer le terme, Zheng explique que les villes sont génératrices de rendements croissants.

Pourtant, à l'heure actuelle, 17 % de la population active chinoise travaille dans le primaire, environ 50 % dans le secondaire et 30 % dans le tertiaire ; contre 40 à 50 % de ce secteur comme moyenne dans les pays émergents. La Chine est donc en retard.

Fin 2002, le 16<sup>e</sup> congrès du PCC est cependant venu rectifier les politiques de développement de la ville<sup>15</sup>. La croissance des grandes villes n'est alors plus officiellement freinée, et l'ordre du jour est à l'harmonisation entre petites et moyennes villes.

#### *Évolution des villes chinoises de différentes tailles*

Nombre d'habitants (millions)	> 2	1 à 2	0,5 à 1	0,2 à 0,5	< 0,2
Nombre de villes en 1999	13	24	49	216	365
Nombre de villes en 2003	33	141	274	172	40

Fin 2005, date du dernier recensement de la population chinoise, on comptait dans tout le pays 661 agglomérations, avec 56 millions de citadins, soit 42,99 % de la population ; soit 23,2 % de plus que lors du recensement de

<sup>14</sup> Cf. *China Analysis*, n°9, octobre 2006.

<sup>15</sup> D'après les chiffres cités, il semblerait que le 16<sup>e</sup> congrès n'a en réalité fait qu'avaliser une tendance déjà entamée et que les autorités ne voulaient plus ou n'avaient pas les moyens de freiner.

2000. La moyenne internationale du taux d'urbanisation était en 1998 de 47 %. Cui souligne que de nombreuses régions chinoises avaient en 2005 atteint un niveau supérieur à cette moyenne : Shanghai (89,09 %), Pékin (83,62 %), Tianjin (75,11 %), les province du Guangdong (60,68 %), du Liaoning (58,7 %), du Zhejiang (56,02 %), du Heilongjiang (53,10 %), du Jilin (52,52 %), du Jiangsu (50,11 %), du Fujian (47,3 %) et de la Mongolie intérieure (47,2 %)<sup>16</sup>. Les quatre provinces ayant le taux le plus bas d'urbanisation étaient : le Tibet (26,65 %), le Guizhou (26,87 %), le Yunnan (29,50 %), le Henan (30,65 %). Zheng continue cependant à se plaindre du nombre insuffisant de villes de plus de 2 millions d'habitants.

Pourtant, il reconnaît que le développement des grandes villes nécessite de relever certains défis.

D'abord, les villes ne doivent pas attirer n'importe quelle main-d'œuvre. Zheng retrace l'évolution des secteurs qui embauchent : des biens de consommation, la Chine urbaine serait passée à une demande dans les services – en particulier l'assurance –, la finance boursière, les TIC. Ces secteurs bénéficient dans les grandes villes de la proximité d'une main-d'œuvre qualifiée grâce à la concentration de centres de recherches et d'universités. Probablement faut-il comprendre qu'il est nécessaire de mieux contrôler l'exode rural, pour éviter que les migrants ne deviennent une population errante.

S'il se fait l'avocat du développement des grandes villes, Zheng appelle également à un contrôle de l'entrée des populations : il évalue le coût d'entrée de chaque nouveau citoyen à 25 000 yuans pour la ville (en matière d'infrastructures, par exemple). Or, d'après les évaluations, la population urbaine chinoise devrait atteindre de un à 1,1 milliard de personnes, dont 70 % vivant dans une ville de plus d'un million d'habitants. Cela représente un coût important, ainsi qu'un risque de développement de ces fameuses « maladies de la ville » (城市病). L'idéal serait donc de limiter la taille des grandes villes à 4 millions d'habitants.

<sup>16</sup> Il est nécessaire de préciser que Shanghai, Pékin et Tianjin sont citées ici en tant qu'entités administratives (principalement mais pas seulement urbaines) et non comme villes. La quatrième municipalité autonome, Chongqing, ne fait pas partie du classement probablement en raison des nombreux territoires ruraux qu'elle a obtenu avec son autonomie.

Les grandes villes chinoises doivent renforcer leur poids économique. Aux États-Unis, les trois villes les plus importantes représentent respectivement 24, 21 et 20 % du PIB américain. Au Japon, 26, 23 et 20 %. En revanche, en Chine, le delta des Perles (Shenzhen, Zhuhai, Guangzhou), le delta du Changjiang (Shanghai) et la conurbation Pékin-Tianjin ne représentent respectivement que 10, 18 et 9 % du PIB chinois.

Certains silences de ces articles sont inquiétants.

D'abord, le développement des villes risque de renforcer les inégalités avec les campagnes. Ce thème n'est mentionné dans aucun des articles, ce qui a de quoi surprendre à l'heure où les slogans chinois parlent de « développement durable » (科学发展) et de « société harmonieuse » (和谐社会).

La question des transports urbains, par exemple, a fait récemment l'objet d'un article du *Zhongguo Jingji Zhoukan*. L'auteur y déplore une aggravation de la circulation dans les villes chinoises, et plus particulièrement Pékin. À l'heure actuelle, dans la capitale, une voiture ne parvient qu'à une vitesse de 10 km/h en moyenne, voire 7 km/h dans certaines avenues (contre 12 km/h pour les vélos). En 1994, dans le centre-ville, la vitesse était de 45 km/h...

Fin 2005, on comptait un peu moins de 3 millions de voitures à Pékin, avec une augmentation de 1 000 véhicules par jour. Il est pourtant hors de question de limiter le nombre de voitures. Celles-ci sont un symbole de développement et de richesse trop important. De plus, la Chine reste à l'heure actuelle très peu pourvue en automobiles : les Pékinois ne sont par exemple que 12 % à en détenir une.

Le développement de l'automobile, outre ses conséquences néfastes sur la circulation, a naturellement des répercussions sur l'environnement.

Or, malgré la volonté officielle et semble-t-il sincère de lutter contre la pollution<sup>17</sup>, la protection de l'environnement est à peine évoquée dans ces articles. La pollution ne fait d'ailleurs pas partie de ces fameuses maladies des villes évoquées plus haut<sup>18</sup>.

<sup>17</sup> Cf. notamment la publication du PIB vert chinois pour l'année 2004, *China Analysis*, n°9, octobre 2006.

<sup>18</sup> Pourtant, le *Zhongguo Guoqing Guoli* a récemment consacré un dossier aux problèmes

Tout au plus Cui souligne-t-il que les investissements urbains dans la protection de l'environnement ont atteint en 2005 218,9 milliards de yuans, soit 69,3 % de plus que l'année précédente, tandis que les investissements dans les infrastructures de lutte contre la pollution se sont élevés à 264,8 milliards de yuans, soit 5 % de plus. Reste que la nature réelle de ces investissements n'étant pas précisée, ces chiffres peuvent avoir été gonflés.

Autant de problèmes qui, malgré le développement économique des grandes villes, risquent à terme de menacer la croissance chinoise.

## 7. La Chine a tiré bénéfice de son adhésion à l'OMC

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Shi Dian, « Cinq ans après l'entrée de la Chine à l'OMC », 21 *Shiji Jingji Baodao*, 14 décembre 2006
- Article non attribué, « L'OMC : bilan à cinq ans », *Caijing*, n°172, 21 décembre 2006

En dépit des appréhensions initiales, la Chine a énormément bénéficié de son accès à l'OMC, jusqu'à surprendre même les plus optimistes concernant l'intégration chinoise dans les flux commerciaux internationaux. La Chine a ainsi connu une croissance économique d'environ 10 % par an, insistent les auteurs<sup>19</sup>, arrivant au rang de 4<sup>e</sup> économie mondiale (PIB), et est devenue la troisième puissance commerciale mondiale après les États-Unis et l'Allemagne.

Or, les auteurs ne mettent pas en avant les acquis économiques et commerciaux, mais surtout les gains en termes de normes, de règlements et d'intégration aux systèmes économiques internationaux.

Ces deux articles sont, de fait, plus ou moins explicitement des réactions aux tendances protectionnistes en œuvre à l'intérieur du pays (et d'ailleurs plus généralement dans le monde) et plaident la cause du libéralisme économique.

d'eau à Pékin ; voir *China Analysis*, n°8, septembre 2006.

<sup>19</sup> Même si ce taux de croissance a été maintenu aussi avant l'adhésion de la Chine à l'OMC.

Le grand bienfait, et la difficulté, pour Shi Dian est en effet l'adaptation de la Chine aux normes et aux règles formulées et dictées par l'Occident. « Les valeurs fondamentales de l'OMC, à travers notamment le fondement réglementaire, l'ouverture des marchés, le libre-échange sans barrières et un équilibre entre droits et obligations, sont un défi à la pensée traditionnelle chinoise et nécessitent de refaçoner la culture politique chinoise. Les effets pourraient donc être longs à se manifester. » Car l'entrée à l'OMC pose un défi fondamental non pas aux entreprises ou aux industries nationales, mais au gouvernement.

Les exemples de réactions protectionnistes ne manquent toutefois pas. L'acquisition de 85 % des actifs de Xugong par le groupe Carlyle a suscité un vif débat à l'intérieur du pays<sup>20</sup>, qui s'est terminé un an plus tard lorsque Carlyle a accepté de réduire sa part dans Xugong à 50 %. Le discours protectionniste aurait, d'après le 21 *Shiji Jingji Baodao*, émané de personnes comme Gao Liang, directeur du centre des actifs de l'État au sein du département de la gestion économique à la NDRC, qui a déclaré que, dans l'intérêt de l'État, les « industries de base » ne devaient pas être cédées à des étrangers. Jiang Yong, du département de sécurité économique au China Institute of Contemporary International Relations, partage ce point de vue et ajoute que « l'attention est peut-être tournée vers Xugong, mais il en est de même pour le secteur bancaire ». Toutefois, Jiang Yong ajoute que l'obstacle à la libéralisation interne est le pouvoir que détiennent les groupes d'intérêt sur l'administration. Les groupes de monopoles en Chine exercent une forte pression pour maintenir le marché national fermé, « un intérêt partagé par les groupes d'intérêt externes ».

Le secteur privé en Chine voudrait, quant à lui, voir une plus grande ouverture des marchés nationaux, avec moins de participation étrangère. En 2004, Lu Feng, professeur à l'université de Pékin, a publié un article déclarant que la stratégie qui consistait à céder des parts de marché chinois contre des technologies étrangères était un échec, et qu'il fallait donc, notamment dans le secteur automobile, protéger l'industrie chinoise.

<sup>20</sup> Sundeep Tucker, Geoff Dyer, « China debates Carlyle-Xugong takeover », *Financial Times*, 2 août 2006.

Ainsi, de nombreuses voix se sont élevées pour dire que les investissements étrangers menaçaient l'économie nationale, alors que d'autre part le projet de loi visant à imposer au même taux les entreprises chinoises et étrangères aurait été retardé pendant deux ans, aussi bien par peur de voir baisser les IDE en Chine qu'en raison des pressions exercées par certaines entreprises étrangères<sup>21</sup>.

C'est contre ces écarts de traitement que se dressent les auteurs cités. Alors que le 21 *Shiji Jingji Baodao* se limite à démontrer les effets positifs pour la Chine de son entrée à l'OMC, *Caijing* adopte un ton plus virulent, affirmant que la Chine a très rapidement bénéficié des atouts associés à cette adhésion, mais qu'elle tarde à mettre en application les obligations auxquelles elle s'est engagée. Même les barrières commerciales comme les procédures antidumping devraient être mises en perspective : elles ne constitueraient que 0,5 % de l'exportation chinoise.

Le phénomène du protectionnisme économique se manifeste partout dans le monde, notamment dans les pays développés à cause du chômage, alors que les pays en développement accueillent des firmes étrangères et recherchent le « mode de vie américain » tout en craignant une mainmise étrangère (接管) sur l'économie locale. « Mais à quelle ère d'autarcie rêvée voulons-nous revenir ? », s'interroge la presse, « au monopole des compagnies publiques inefficaces ? ».

Si Shi Dian insiste sur les progrès que la Chine a déjà fait, l'éditorial de *Caijing* revendique une implication plus active dans les négociations de Doha prévues pour l'été 2007, et surtout une libéralisation complète et plus rapide du marché national.

Shi Dian souligne que l'adoption des règles d'ouverture et de transparence est d'une extrême difficulté pour le système politique chinois : « le gouvernement chinois est le dirigeant suprême, la Chine n'a jamais accepté les règles du monde externe, sauf

<sup>21</sup> Les entreprises chinoises sont imposées à 33 % alors que les entreprises étrangères le sont à 15 % ; un projet de loi rendant l'impôt égal pour les entreprises chinoises et étrangères a été enfin soumis à l'ANP en décembre 2006 ; voir « Tax reform for fair play », *China Daily*, 25 décembre 2006.

sous obligation militaire », et pourtant l'importance de ce pas en avant a été reconnue. De même, poursuit l'auteur, le gouvernement a fait un effort considérable dans les réformes constitutionnelles et la réforme des procédures d'approbation. Entre 1999 et 2005, l'ANP et son bureau permanent ont ratifié et révisé 20 lois relatives au commerce, le Conseil d'État a formulé et révisé 47 règlements administratifs et a annulé 1 195 des 3 948 procédures d'examen et d'approbation.

En dépit de ses efforts et du progrès dans le domaine de la législation en matière de commerce et d'investissement, l'économie chinoise reste fermée. En février 2005, tous estimaient que l'avis concernant l'encouragement par le Conseil d'État du développement de l'économie non publique était la clé qui allait ouvrir les portes de l'économie nationale, mais « deux ans plus tard, on n'a toujours pas trouvé le moyen de faire tourner cette clé ». Les secteurs de l'électricité, des télécommunications, des services de poste et des finances restent fermés alors que d'autres restent largement dominés par l'économie publique, dans un système où « les entreprises publiques contrôlent trop de ressources qu'elles ne devraient pas contrôler ».

Peut-être, suggèrent-ils, « la Chine devrait-elle adopter les règles de l'OMC pour faire avancer des négociations internes au pays ».



**8. Le « monde harmonieux » :  
du pragmatisme multilatéral**

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Zhang Tuosheng, « Définir le rôle de la Chine sur le plan international », *Quotidien du Peuple*, 22 décembre 2006
- Yan Xuetong, « La diplomatie chinoise encourage la création d'un "monde harmonieux" », *Quotidien du Peuple*, 19 décembre 2006
- Article non attribué, « Comment exprimer le "dragon chinois" en anglais ? », *Quotidien du Peuple*, 12 décembre 2006

En décembre 2006, la presse quotidienne chinoise a livré aux lecteurs un éventail assez intéressant d'analyses et de bilans de la diplomatie chinoise et de l'image du pays.

Moins approfondies et nuancées que les analyses annuelles de la presse académique, ces articles ne sont pas sans intérêt, surtout en tant que repère de ce qui est livré et débattu sur la place publique. Où en est la Chine de la création du « monde harmonieux » (et en filigrane, qu'est ce que le « monde harmonieux ») ? Quelle est la nature de la puissance chinoise ?

Souvent, les bilans annuels s'articulent autour d'aires géographiques, évaluant les succès de la politique étrangère chinoise vis-à-vis des grandes puissances, de ses voisins, etc. Les deux analyses de Zhang et de Yan diffèrent car elles évaluent la diplomatie chinoise selon trois axes thématiques différents. Yan Xuetong, professeur à l'université de Qinghua et analyste des relations internationales, cité souvent dans la presse populaire, analyse l'émergence chinoise en termes de puissance économique, politique et militaire. Zhang propose une autre forme d'évaluation qui mesure la Chine en tant que pays (socialiste) en développement, puissance régionale et enfin actrice du système international.

Les conclusions qu'offrent les deux auteurs sont sans surprises. La Chine est un « grand pays [terme qui veut aussi dire « puissance » en chinois] émergent » qui tente d'assumer ses responsabilités régionales internationales (Zhang), avec plus de moyens et donc de

succès sur le plan économique que politique ou encore militaire (Yan), mais qui devient tout de même un participant actif garant du système international (Zhang).

Sur le plan économique, la Chine est indéniablement un acteur qui ne peut être ignoré ; sa démographie, sa superficie et son poids commercial sont tels que « les décisions prises en Chine, bonnes et mauvaises », se répercutent sur les autres acteurs internationaux. Bien que la Chine ne soit pas aussi développée que les États-Unis ou l'Europe, que son économie présente encore de nombreuses faiblesses, sa croissance ne laisse aucune doute quant à son émergence en tant que puissance. De ce fait, la Chine assume déjà ses responsabilités économiques par le biais de l'aide au développement (octroyée surtout à l'Afrique), du soutien offert aux victimes de catastrophes naturelles, et par le biais de son dialogue économique avec les États-Unis, qui « permet d'éviter la politisation de différends économiques et de maintenir la stabilité de la croissance économique mondiale ».

Sur le plan politique, une légère différence d'interprétation existe entre Yan et Zhang. Alors que Yan Xuetong regrette l'absence d'une force politique équivalente à celle de sa puissance économique, il estime tout de même que la Chine assume, sur ce plan-là également, ses responsabilités<sup>22</sup>, surtout sur le plan asiatique : son rôle actif dans l'organisation de coopération de Shanghai, et dans la formulation de codes de coopération dans ce cadre ; la participation active aux sommets de l'ASEAN et ses initiatives dans le domaine de la coopération stratégique, économique, sécuritaire et culturelle avec ces mêmes pays ; son rôle de médiateur dans la crise nucléaire nord-coréenne ; l'instauration d'un dialogue bilatéral avec l'Inde, et enfin, « pour la stabilité de l'Asie de l'Est, le gouvernement chinois a reçu la visite du nouveau Premier ministre japonais, offrant enfin aux relations sino-japonaises un nouvel élan ».

Pour Zhang, ces démarches en Asie sont une preuve de la participation du pays dans le maintien et la préservation du système international. Mais le rôle de la Chine reste

---

<sup>22</sup> Sans toutefois définir quelles sont ces responsabilités ou comment il interprète le rôle que pourrait avoir la Chine sur le plan régional et international. D'après les exemples cités, il semblerait qu'il s'agit surtout d'un rôle stabilisateur.

limité car elle n'est pour l'instant *qu'une* puissance régionale, en voie de devenir une puissance internationale.

De la sorte, la Chine participe déjà activement à tous les traités et accords internationaux, et œuvre pour la préservation du système international, mais commence, timidement, l'œuvre de sa construction. « Il existe certaines failles dans le système international qui devraient être palliées en concertation avec la communauté internationale. » Les aspirations globales de la Chine ne vont donc pas plus loin, mais ne sont tout de même pas évoquées plus en détail.

« D'un point de vue politique, économique, militaire, culturel et d'un point de vue de *soft power*, la Chine est à la tête des pays asiatiques et détient de ce fait une grande influence et de vastes intérêts dans la région », mais, en dépit des acquis des années récentes dans le domaine économique, la Chine est « encore loin des États-Unis et du Japon sur le plan économique, et des États-Unis et de la Russie sur le plan militaire. Dans certains domaines militaires conventionnels, la Chine est même en retard par rapport au Japon et à l'Inde. En termes de *soft power*, de valeurs et d'attraction culturelle, la Chine est loin de rattraper les États-Unis ou certains États d'Europe ».

Enfin, sur le plan militaire, la Chine assume peu de responsabilités, faute de capacité militaire suffisante<sup>23</sup>. Faisant preuve de volonté, la Chine augmente ses effectifs au sein des forces de maintien de la paix de l'ONU ; elle a mené des exercices militaires communs avec les autres membres de l'OCS ; elle a conduit une opération maritime conjointe avec les États-Unis et l'Inde et a procédé à des échanges militaires et à des exercices conjoints.

Ainsi, les analystes chinois énumèrent les conditions d'une puissance : économie solide, présence politique et diplomatique mondiale, capacités militaires et diffusion de valeurs politiques et culturelles. Sur ce plan, on retrouve chez nos auteurs le souci confucéen de rectifier les noms : Zhang évoque la nécessité de définir le rôle international de la Chine afin de pouvoir l'assumer correctement, alors que le *Quotidien du Peuple* s'attache à

un autre débat lié à l'image, celui de l'usage du terme « dragon » pour représenter la Chine. En Occident, le dragon est un animal féroce et méchant et ne projette pas l'image voulue du pays. Est-il possible d'abandonner l'image du dragon (qui n'aurait pas été retenu comme symbole officiel pour les Jeux olympiques de 2008 pour cette raison) ou faut-il adopter une autre dénomination en anglais ?

Ce bilan largement positif que présentent les auteurs est dû, pour Zhang, à une définition prudente et évolutive de ce qu'est la puissance chinoise et, pour Yan, à la capacité de Pékin d'assumer ses responsabilités internationales, tout en respectant ses intérêts nationaux.

Zhang se limite en effet à une évaluation de la nature et des étapes de l'émergence de la Chine : acteur économique important, qui doit combler toutefois des faiblesses non négligeables, la Chine est une puissance largement préoccupée par ses évolutions internes, mais dont toute démarche, à tort ou à raison, évoque des réactions. Une puissance régionale qui est en voie de devenir une puissance internationale mais qui ne l'est qu'en gestation pour le moment. « La Chine n'a aucune intention d'imposer son modèle aux autres, mais elle n'est pas mécontente de voir que son expérience peut servir au développement économique dans le monde. » S'il affirme que l'émergence de la Chine sera différente de celle des grandes puissances historiques, le seul « modèle » visible, à l'heure actuelle, est économique.

Yan Xuetong, quant à lui, dédie son article à démontrer comment, à partir d'un terme vide en 2005, la diplomatie chinoise a su donner du sens en 2006 au « monde harmonieux » : un monde dans lequel la Chine a su perfectionner l'art de « poursuivre à la fois ses intérêts et ceux d'autres pays ».

---

<sup>23</sup> Les auteurs évitent toute évaluation de la force militaire et toute mention de la polémique internationale autour de ce sujet.

## 9. Pour 2007, tout dépend de Shinzo Abe

Synthèse commentée de Michal Meidan d'après :

- Zheng Donghui, « La relation sino-japonaise : perspectives pour 2007 », *Huanqiu Shibao*, 28 décembre 2006
- Wang Shan, « Le réajustement de la politique chinoise par Abe et les relations sino-japonaises », *Xiandai Guoji Guanxi*, n°12, décembre 2006, pp. 49-54

La deuxième moitié de l'année 2006 a marqué un tournant important dans la relation sino-japonaise : le choix de Shinzo Abe de rendre sa première visite officielle depuis sa nomination au poste de Premier ministre en Chine (au lieu des États-Unis), puis l'essai nucléaire nord-coréen ont contribué à un réchauffement des liens entre les deux géants asiatiques.

Les dirigeants des deux pays ont pu également se réunir au moment du sommet de l'APEC, mettant ainsi fin à cinq ans de froideur politique dans un contexte économiquement chaud.

Ces deux articles reflètent à la fois le point de vue de la presse officielle et celui d'un chercheur issu du prestigieux centre de recherche dédié aux relations internationales, rattaché au gouvernement chinois, et mettent en avant la nature consensuelle des relations sino-japonaises : sur le fond, les analyses divergent peu et notamment par la distance qu'ils prennent par rapport au sujet en question. La relation sino-japonaise n'est pas présentée comme étant autant fondamentale pour la Chine qu'elle peut l'être pour le Japon ou pour l'Asie. Le « réajustement » (调整) de la politique chinoise du Japon est certes remarquable et à accueillir favorablement, mais il revient à Abe de maintenir cet élan. Il ressort en filigrane des textes que la responsabilité de la poursuite du réchauffement ne tient qu'aux choix du gouvernement japonais, et que ce réchauffement signifierait, implicitement, le retour du Japon parmi la communauté asiatique après les distances prises sous Koizumi.

L'initiative de ce changement de ligne politique est attribuée entièrement à Abe (par rapport à des ouvertures qui auraient pu être faites du côté chinois), surtout pour des raisons de politique interne. L'ouverture vers la Chine aurait servi à Abe pour se démarquer de Koizumi et pour remporter des

points sur le front national, avant de devoir agir sur des questions plus chargées. Ce succès indéniable de sa politique étrangère permettrait à Abe de stabiliser sa situation politique, du moins à court terme.

Si les auteurs présentent l'attitude « proactive » adoptée par Abe à l'égard de la Chine comme une action positive, nécessaire et importante (surtout pour les intérêts nationaux japonais), ils en évoquent également, en passant, le côté pragmatique, voire opportuniste. Or, une certaine ambiguïté découle de leurs analyses : d'une part, ils affirment que le réajustement de la politique japonaise par Abe est un changement de forme plus qu'un changement de fond, mais d'autre part, ils élaborent les conséquences positives d'une action commune sino-japonaise sur le plan régional, prenant l'amélioration des liens pour un fait accompli. Tout en dénonçant les tendances conservatrices et nationalistes de Shinzo Abe, la possibilité du renouvellement des visites au Yasukuni et la volonté de contenir la Chine, ils annoncent d'ores et déjà un nouvel avenir pour l'Asie orientale.

Les opportunités sont en effet nombreuses et importantes : approfondir le partenariat économique, qui en 2006 a vu le commerce bilatéral s'élever à 200 milliards de dollars et les investissements japonais en Chine atteindre 5,7 milliards de dollars (jusqu'en octobre 2006), et l'élargir aux sciences et technologies, à l'énergie et à la protection environnementale ; piloter conjointement la communauté asiatique et renforcer la coopération stratégique, militaire et économique en Asie orientale. De plus, la Chine offre des perspectives économiques indéniables pour le Japon, étant déjà le moteur d'une croissance économique soutenue depuis cinquante-huit mois (soit plus que dans sa période de cinquante-sept mois de croissance des années 1960, note Wang).

Le cercle vicieux de la méfiance mutuelle a désormais été rompu, notent les auteurs, et pourrait ouvrir la voie à une coopération plus étendue pour la dénucléarisation de la péninsule coréenne, l'intégration économique et politique de l'Asie. Cette intégration pourrait ensuite consolider d'avantage le partenariat sino-japonais. La rivalité (imaginée ou réelle) pour la domination de l'Asie semble ainsi écartée par nos auteurs. Une fois que les « obstacles politiques » (à savoir les visites au temple Yasukuni et la

question de l'histoire) auront été écartés, la relation bilatérale ne pourra que s'améliorer. De plus, l'année 2007 marque les 35 ans de la normalisation des liens diplomatiques, elle ne peut donc qu'être prometteuse sur le plan bilatéral.

Quelques bémols sont toutefois avancés par nos auteurs, car certains facteurs risquent encore de faire osciller la situation, et des tensions politiques qui ne peuvent être effacées aussi rapidement peuvent resurgir :

1. L'émergence chinoise et « l'affirmation de son modèle de développement » risquent de susciter des appréhensions au Japon et donner lieu à une remontée du nationalisme, une tendance que le conservateur Shinzo Abe pourrait encourager. La poursuite de la « normalisation » du Japon et les projets de création d'un conseil de sécurité nationale à l'américaine<sup>24</sup> ne pourraient qu'exacerber les tensions entre les deux géants.
2. Le Japon promeut encore une idéologie et des valeurs destinées à limiter l'influence politique de la Chine. Les déclarations concernant une communauté asiatique fondée sur la diffusion de la liberté, de la démocratie et de l'État de droit, et l'inclusion de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie ne sont qu'une façon d'affirmer le rôle dirigeant du Japon en Asie et de contribuer à l'encerclement (围堵) de la Chine. De même, les efforts destinés à mettre sur pied un accord de partenariat économique « ne fait que contrarier les efforts pour une zone de libre-échange entre la Chine et l'ASEAN ». Au fur et à mesure des progrès de l'intégration asiatique, la « japonisation » de l'Asie et « l'imposition du modèle japonais » deviendront des questions de plus en plus épineuses.
3. La question de transparence et de modernisation dans le domaine militaire : pour Wang, la question militaire pose un double problème ; d'abord, les aspirations japonaises dans ce domaine, exacerbées par l'essai nucléaire nord-coréen qui a suscité un débat concernant la nucléarisation du pays, et ensuite, la référence au manque de transparence

dans le militaire chinois dans les livres blancs de la défense japonaise ne font que stimuler une course aux armements.

4. De plus, la question du temple Yasukuni n'est pas tranchée. À court terme, il semblerait que la question soit résolue, mais à long terme, et dans un contexte de sentiment nationaliste revigoré au Japon, les visites au temple Yasukuni pourraient redevenir une source de contentieux. Abe n'a fait que des « déclarations vagues » (表态模糊) à ce sujet et pourrait, comme il l'avait déclaré avant d'être élu, s'y rendre lui-même. De plus, la réforme de la loi fondamentale sur l'éducation viserait à renforcer les thèmes patriotiques et nationalistes dans les textes scolaires, et à minimiser les leçons de l'histoire<sup>25</sup>.

Si le ton qu'adopte Wang reste assez modéré, évoquant ce qu'il entend être des problèmes qui sont à gérer de façon constructive par les deux côtés, le *Huanqiu Shibao* est plus exigeant à l'égard des dirigeants japonais, posant comme condition à l'amélioration des liens la poursuite de la recherche et la destruction de toute trace d'arme chimique japonaise en Chine, conformément à la décision prise en 1997 lors de la Convention pour l'interdiction des armes chimiques de l'ONU.

Enfin, la question taïwanaise n'est pas absente ; même si Wang n'y fait pas allusion, elle est évoquée par le *Huanqiu Shibao* plutôt comme une sorte de rappel au Japon de ce qui constitue les règles du jeu pour la Chine : « Le Japon devrait affirmer son soutien à la politique d'une seule Chine, ne pas avoir des échanges officielles avec l'île et ne pas appuyer l'indépendance taïwanaise. »

La balle est donc entre les mains du gouvernement Shinzo Abe. « Si le Japon peut envisager les choses d'un point de vue régional, et maintenir des relations amicales avec la Chine et la Corée, la région toute entière pourrait bénéficier d'une solution gagnant-gagnant sur le plan sécuritaire, commercial et militaire. »

---

<sup>24</sup> Concernant le programme de Abe, voir *Japan Analysis*, n°6.

---

<sup>25</sup> Voir *Japan Analysis* n°6 sur ce point également.

## 10. Le déclin d'une puissance

Ruan Zongze, « Is US diplomacy fatiguing? », *Quotidien du Peuple*, 15 décembre 2006

Change, shift and transition have gradually become key words used to describe the evolution of the Bush administration's foreign policy. It is showing obvious signs of fatigue in its foreign policy. The neoconservatives who created the Bush legend are now being forced to defend themselves. A new debate on US foreign policy is growing in Washington. What changes will be made to US foreign policy?

US President George W. Bush has witnessed a lot of changes in recent years. The US mid-term elections gave the Democratic Party control of both the Senate and the House of Representatives for the first time since 1994 and the winds of change are beginning to sweep over both Capitol Hill and the Pentagon. The Democrats' victory has been a great setback to the Bush Administration.

The voter-led changes to the country's political structure have driven Bush to do some internal restructuring of his own: Robert Gates has replaced Donald Rumsfeld as Secretary of Defense and John Bolton has resigned as the US Ambassador to the United Nations.

The Iraq Study Group Report published in early December recommends that the Bush Administration take immediate steps to resolve the Arab-Israeli conflict and suggests that Bush pursue dialogue to resolve differences with Iran and Syria as well as end the Iraq conflict to ensure peace in the Middle East.

The report would seem to suggest that Bush's Iraq policies have failed. The changes it recommends have stirred up further debate over the direction of US foreign policy.

In his book, "The Rise of the Vulcans", James Mann describes President Bush's key advisors as vulcans, an alliance in control of US foreign policy advocating military preemption. Today, these "vulcans" have fallen from grace, resigning their posts after the American people decided the war in Iraq had failed.

Defense Secretary Donald Rumsfeld, engineer and champion of Bush's Iraq

strategy, had already admitted the terrible situation in Iraq before he resigned and called for major changes to the Bush administration's strategy. This made the situation for Bush even harder as he was even more isolated.

After being re-elected in 2004, US President Bush stated that he had earned plenty of "political capital". Now it would seem that this "political capital" has been all used up in the Iraq War.

The smoke and gunpowder on the Iraqi streets seems to have derailed the Bush administration. Iraq has slid to the brink of civil war and something small could trigger even greater chaos in the Middle East. The US's influence in the Middle East is weakening and the Bush administration has to consider a withdrawal strategy.

The Democratic Party is unlikely to weigh into the Iraq crisis. With their eye on winning the 2008 presidential election, they will continue to take advantage of the Bush administration's difficult situation.

Though the US faces a major dilemma with the Iraq issue - with its failed anti-terror strategy and localized disputes escalating - the US will not necessarily suffer a recession, nor is it likely to be humble in international affairs. The US will continue its aggressive attitude.

What is noteworthy is that the US has figured out another super-strategy to try to remobilize the international community. It claims to be pursuing transformational diplomacy and its new slogan is "Alliance of Democracies".

The Princeton Project on National Security, a research report which has generated a lot of press, includes the draft of a long-term strategy for dealing with critical issues facing the United States following the Cold War and the 9/11 terrorist attacks. The Princeton Project advocates an "Alliance of Democracies" to act as a major force in world institutions such as the United Nations. The project comes after the US failed in its "democracy test" in the Middle East, which suggests the US is not yet ready to give cease its efforts to graft its own brand of democracy onto the world.

Will this "Alliance of Democracies" again stir up US ambition and greed? Will it increase or reduce the US's liability in foreign assets?

What changes will the US make to its foreign policy? Perhaps the answer is, as the famous American singer Bob Dylan said, blowing in the wind.

## 11. L'avenir de la collaboration entre le Kuomintang et le Parti communiste chinois

Synthèse commentée de Hubert Kilian à partir de :  
– Yu Hsiao-yun, « La nouvelle relation entre le Kuomintang et le Parti communiste chinois », *Zhanwang yu Tansuo (Prospect and Exploration)*, vol. 5, n° 1, janvier 2007

Dans cet article de recherche, Yu Hsiao-yun propose une analyse en profondeur de la structure des relations entre le Parti communiste chinois et le Kuomintang. Il s'agit de montrer comment les deux partis politiques ont tenté de renouer des contacts officiels dans un climat d'hostilité mutuelle sur un plan gouvernemental et de construire un nouveau type de relations et d'interactions. L'auteur propose ainsi une étude des relations entre les deux partis et tente de déterminer quelles directions pourront prendre ces récents développements politiques. Pour l'auteur, l'avenir de ces relations reste soumis au problème de l'institutionnalisation des décisions prises par les deux partis politiques et seule une victoire du Kuomintang à l'élection présidentielle de 2008 pourrait permettre de pérenniser cette relation inédite.

Le 26 avril 2005, le président en exercice du Kuomintang et le secrétaire général du Parti communiste chinois décidaient de la mise en place d'un « Forum entre les deux partis politiques des deux rives » (*dang dui dang de liang an zheng dang gao feng hui*). Les deux parties s'entendaient sur la nécessité du « développement pacifique des deux rives et [sur] une vision commune » (*liang an heping fa zhan gongtong yuanjing*) et acceptaient officiellement de reconnaître l'existence du consensus de 1992 et de combattre l'indépendance taïwanaise (*fan taidu*). C'était la première fois depuis 1945 qu'une telle rencontre avait lieu entre les deux partis ennemis. Le 13 avril 2006 et conformément à ce qui avait été dégagé lors de la rencontre entre Hu Jintao et Lien Chan (*lien-hu huitang gongshi*) les deux partis organisaient un « Forum économique des deux rives » (*liang an jingji lun tan*) auquel participaient quatre vice-présidents du Kuomintang et 50 des grands patrons taïwanais les plus influents.

Quinze mesures furent annoncées à l'issue de ce forum économique dans les domaines de l'agriculture, de la médecine et de l'éducation, dont le contenu visait principalement à donner aux produits taïwanais un accès privilégié au marché chinois et à séduire l'opinion publique taïwanaise. La même année, le 17 octobre, était organisé par les deux partis politiques un « Forum de coopération agricole entre les deux rives » (*liang an nong ye hezuo luntan*). Le Parti communiste annonça l'élargissement et l'approfondissement des mesures agricoles pour Taïwan avec dix mesures principales dont l'objet était de proposer une assistance financière et des garanties en matière de protection des marques taïwanaises, des techniques de productions et des droits et intérêts des agriculteurs taïwanais. Sur un autre plan, la Fondation pour les échanges entre les deux rives (*Haixia liang an faxue jiaoliu zujinghui*) et la Fondation chinoise pour les études juridiques (*zhongguo fa xue jiaoliu qijinghui*) ont ensemble organisé un « Forum pour les études juridiques entre les deux rives du détroit » (*haixia liangan faxue luntan*) afin d'évoquer les problèmes liés à l'environnement financier et commercial entre les deux rives ainsi que les questions relatives à la nécessaire protection des investissements. En décembre 2006, les deux partis ont mis en place un « Forum de la jeunesse entre les deux rives » (*liangan qingnian luntan*) dans l'objectif de renforcer les échanges et la coopération entre la jeunesse dans le domaine économique, le développement scientifique et la création de structures communes.

L'auteur décrit ensuite l'environnement dans lequel les relations entre les deux partis politiques sont nées, soulignant l'opposition entre la vigueur des échanges économiques et commerciaux et la froideur des échanges politiques. Sur un plan historique, le Kuomintang, sous la présidence de Lee Tenghui, avait développé dans les années 1990 des échanges secrets de haut niveau avec la Chine tandis que les deux associations officieuses, la SEF (Strait Exchange Foundation) et l'ARATS (Association for Relations Across the Taiwan Strait), avaient servi de cadre institutionnel. Les deux associations avaient ainsi conduit des échanges relativement transparents par l'intermédiaire d'agents semi-gouvernementaux. La plupart des échanges étaient de nature gouvernementale et, par conséquent, limités. La visite à l'université américaine de Cornell du

président Lee Tenghui en 1995 et la première élection au suffrage universel direct du président taïwanais en 1996 avaient provoqué la crise des missiles et les deux associations avaient définitivement et totalement cessé leurs échanges. En 2000, après l'alternance démocratique à la tête de l'État taïwanais et sous le gouvernement du Parti démocrate progressiste (PDP), les politiques chinoises et taïwanaises entre les deux rives ont maintenu un conservatisme prudent que ce soit sur le plan des interactions gouvernementales ou sur le plan des échanges par canaux secrets. Mais, dans le même temps, sur le plan économique, commercial, culturel et humain, les échanges entre les deux rives ont connu un développement sans précédent<sup>26</sup>.

L'auteur note ensuite l'espace laissé au Kuomintang par le conservatisme et la passivité de la politique continentale du président Chen Shui-bian. Selon l'auteur, ce dernier s'est borné à respecter son engagement des cinq non et a continué à refuser de reconnaître le consensus de 1992 et le principe d'une seule Chine. Sur le plan de la politique économique entre les deux rives, les principes d'« ouverture active et [de] gestion efficace » ayant par la suite mué en « ouverture efficace et gestion active » ont conduit le développement des échanges à une impasse<sup>27</sup>. C'est ici que l'auteur considère que l'espace politique laissé au Kuomintang a représenté un facteur déterminant dans la construction d'une nouvelle relation avec le Parti communiste chinois. Ainsi, selon lui, c'est l'expérience et les compétences du Kuomintang en matière de gestion économique des relations entre les deux rives qui permet au parti de se saisir

de cette question. Selon les minutes des réunions au comité central que cite l'auteur, le 17 mai 2000, Lien Chan avait proposé, sous l'empire des « Lignes directrices pour l'unification nationale », de construire des « relations fraternelles de compétition pacifique » (*heping bicai xiongdi guanxi*), d'élargir les échanges et de multiplier les accords dans l'espoir de construire une coopération fondée sur une confiance mutuelle (*yijiu huxin hezuo*) afin de créer un respect mutuel dans le cadre d'une relation mutuellement gagnante (*huzhong shuangying*). Parmi les propositions de Lien Chan, celle de construire une communication interpartis entre les deux rives (*liangan zhengdang jiliu goudong*) cherchait à montrer l'espace de développement de ces relations entre les deux rives que le Kuomintang pouvait assumer et gérer. Les choses se sont décidées en 2001, alors que le vice-président du Kuomintang Wu Pehsiung rencontrait le vice-président chinois Qian Qichen sur le continent. Une rencontre informelle qui a permis le début des relations entre les deux partis politiques, selon l'auteur. Malgré la promulgation de la loi antisécession le 3 mars 2005 et le climat de crise ainsi provoqué, le vice-président Chiang Pin-kun menait, le 28 mars, une délégation du Kuomintang en Chine et rencontrait le responsable du bureau des Affaires taïwanaises Chen Yunlin, permettant ainsi le démarrage des relations officielles entre les deux partis politiques. En avril 2005, Lien Chan entamait son voyage pour la paix (*heping zhi lu*) et en octobre 2006 était lancé le Forum économique entre les deux rives (*liangan jingmao lutan*). Soixante ans après, le Parti communiste chinois et le Kuomintang renouaient avec la mise en place de canaux de communications officiels d'une ampleur sans précédent, mettant un terme à des relations belliqueuses.

Sur le plan politique, le Kuomintang était prêt à faire face à ce renouveau avec un argumentaire politique et des propositions concrètes. Le Kuomintang définissait les relations entre les deux rives du détroit conformément à la Constitution de la République de Chine, soit une Chine constitutionnelle (*xianfa yi zhong*). La politique continentale du parti était organisée conformément aux Lignes directrices pour l'unification nationale et sous l'empire du principe « une Chine, différentes interprétations ». L'opposition à l'indépendance de Taïwan et une réunification à long terme (*pu ji tong*) étaient définies comme les principes directeurs des

<sup>26</sup> Selon les statistiques de la commission ministérielle des Affaires continentales à Taïwan, en 2005 les échanges économiques entre les deux rives s'élevaient à 61 milliards, soit une progression de 33,1 % par rapport à l'année 2004. Selon les statistiques du gouvernement chinois, le nombre de ressortissants taïwanais s'étant rendu sur le continent chinois s'élevait à 4,1 millions de personnes en 2005, soit une progression de 24,14 %. Toujours selon les statistiques chinoises, les échanges économiques entre les deux rives atteindraient 91 milliards de dollars américains, soit une progression de 11,5 % par rapport à la même année et 1,7 million de chinois se seraient rendus à Taïwan, soit une progression de 24,14 % par rapport à 2004.

<sup>27</sup> Voir la contribution de Mathieu Duchâtel dans ce numéro de *China Analysis*: « : Les relations entre les deux rives, bilan de l'année 2006 et perspectives ».



relations entre les deux rives par ailleurs décrites comme deux entités politiques séparées mais égales (*duideng fenzhi zhuantai*). Il s'agissait d'éviter la guerre, de promouvoir activement la paix et de créer, sur le plan des échanges économiques, une interaction stable et mutuellement gagnante. Sur le plan plus large de la politique économique, le Kuomintang proposait une politique visant, d'une part, à attirer toujours plus d'entreprises et d'investissements étrangers à Taïwan et, permettre l'intégration d'entreprise étrangères et taïwanaises avec pour stratégie la pénétration du marché chinois et, d'autre part, de négocier avec la Chine sur une grande échelle, une répartition des tâches de productions et une coopération économique et commerciale. Selon l'auteur, le Kuomintang avait pour ambition de construire avec la Chine une forme de normalisation des relations et une plateforme de communication systématisée (*zhiduxing de goutong pintai*), et de permettre la création entre les deux partis politiques d'un forum des élites (*liangan minjian qinying luntan*) et d'un système d'assistance pour les entrepreneurs taïwanais (*taishangfuyu jizhi*)

Sur le plan de la stratégie du parti, l'auteur examine comment le Kuomintang a dégagé l'espace politique nécessaire à la construction de cette nouvelle relation. Face au refus du gouvernement du PDP de reconnaître le principe d'une seule Chine et le consensus de 1992 et du fait des limites imposées par son statut de parti d'opposition, le Kuomintang décidait d'organiser son argumentaire autour de l'idée de la prospérité nationale (*mingsheng*), avec pour objectif de construire une cohérence dans sa démarche d'échange avec l'autre rive. Cette démarche correspondait aussi à l'atmosphère qui a caractérisé les relations entre les deux rives depuis la prise de pouvoir du PDP : des relations officielles très refroidies et des échanges humains florissants (*guanfang leng, renmin re*). La démarche du Kuomintang s'est traduite de manière concrète par la volonté d'ouvrir Taïwan au tourisme, de normaliser les liaisons aériennes et de régler le problème des équivalences de diplômes. Sur le plan politique, le Kuomintang prévoyait d'organiser un second forum de la paix avant l'élection présidentielle de 2008 afin de discuter des questions politiques, des affaires militaires et de la défense nationale. Enfin, sur le plan culturel, le Kuomintang avait l'intention de créer une dynamique d'échanges culturels forts. Sur un plan parlementaire, le Kuomintang a eu pour stratégie de construire une alliance solide

avec le Parti pour le peuple – dont les positions sur les relations entre les deux rives sont proches – dans l'objectif de créer une majorité qui permette notamment la révision des textes régissant les échanges entre les deux pays (*liangan renim gangxi jiaoli*). Selon l'auteur, cette stratégie était destinée, dans la perspective des élections présidentielles de 2008, à prouver à l'électorat taïwanais que le Kuomintang détient les compétences et l'expérience nécessaire pour gérer les relations entre les deux rives, à l'inverse du PDP. Le Kuomintang a voulu faire passer le message électoral suivant : « Le PDP n'est pas capable de gérer les relations entre les deux rives et surtout n'a pas envie de prendre les mesures qui sont bénéfiques à Taïwan. C'est alors au Kuomintang de le faire. » La question de savoir si le PDP acceptait ou non ces propositions n'était pas au centre des préoccupations du Kuomintang ; du fait notamment du caractère idéologique de la démarche du PDP,. Le Kuomintang s'est donc placé du point de vue des intérêts économiques de l'ensemble des Taïwanais.. Une démarche ayant permis, selon l'auteur, une ouverture politique dans les relations entre les deux rives et qui risque de condamner à l'immobilisme pendant longtemps le PDP. L'auteur. conclue en soulignant le fait que le Kuomintang a troqué son ancienne position en faveur de la réunification contre une position en faveur de la paix et reste persuadé que le fait de ne pas franchir la ligne rouge chinoise qu'est l'indépendance permet d'assurer le développement de la paix et l'intégration économique des deux rives. Et l'auteur de considérer l'optimisme du Kuomintang sur la question de l'espace international de Taïwan et sur les mesures de construction de la confiance sur le plan militaire.

L'auteur évoque ensuite brièvement les points de convergences politiques entre le Parti communiste chinois et le Kuomintang, Pour lui, la quatrième génération des leaders chinois a renouvelé la stratégie chinoise de réunification en s'appuyant sur l'émergence économique de la Chine et sur l'intérêt croissant de Taïwan pour le marché chinois, créant ainsi un nombre de cartes supplémentaires dans son face à face avec Taipei. Les tactiques chinoises se sont sophistiquées et leur application a gagné en flexibilité. En septembre 2004, lors du 16<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste, Hu Jintao prenait le contrôle et reformulait totalement la politique taïwanaise de Pékin. Il abandonnait une posture de négociation au profit d'attaques

en douceur (*rouxing gongshi*). En 2005, mis à part le vote de la loi antisécession et la pression forte maintenue sur l'indépendantisme taïwanais, Pékin utilise une nouvelle stratégie de « gestion froide » (*leng zhuli*), s'appuie sur Washington pour maintenir une pression forte sur les Taïwanais d'une part et tente de profiter des divisions de la société taïwanaise pour mener une attaque sur tous les fronts (*quanmian shu gong*) d'autre part. À ces deux volets s'ajoute une volonté de laisser de côté la question du conflit de souveraineté et celle de séduire l'opinion publique taïwanaise. Dans ces conditions, les points d'entente du Kuomintang et du Parti communiste chinois ont été croissants et ont permis de créer un consensus : la lutte commune contre l'indépendantisme taïwanais sous l'empire du consensus de 1992. L'expérience et les compétences du Kuomintang et son statut de parti d'opposition en faisait en outre un partenaire tout désigné pour construire une plate-forme de dialogue politique. Dans le même temps, le fait que la formule « un pays, deux systèmes » ait été en apparence abandonnée illustre la volonté de Pékin d'aider le Kuomintang à reprendre le pouvoir en 2008. Les deux partis politiques sont donc devenus des partenaires et peuvent ensemble exercer une influence sur l'issue du scrutin présidentiel de 2008. En ce sens, ils ont déjà créé dans le détroit un nouveau *statu quo*, coopérant au maintien de la stabilité et exerçant une influence sur le climat politique. Dans le cadre ce nouvel équilibre qui se caractérise par une coopération doublée d'une compétition et par une implication toujours forte des États-Unis, les trois parties peuvent réduire l'influence des éléments étrangers sur la résolution du conflit et, pour la première fois, ce sont les peuples des deux rives qui peuvent décider du rythme à donner aux développements entre les deux rives du détroit et gérer eux-mêmes les affaires qui s'y rapportent.

L'auteur pose ensuite la question de l'efficacité de cette nouvelle structure d'interaction. Selon lui, la Chine détient une position aux avantages multiples et une capacité de nuisance forte tandis que seuls le peuple taïwanais et le Parlement peuvent exercer une certaine forme d'influence sur l'évolution des relations entre les deux rives. L'auteur considère dans ces conditions que le gouvernement du PDP est condamné à la passivité. Pour l'auteur, la Chine a réussi à générer, en travaillant avec le Kuomintang dans le cadre du Forum économique interpartis, un soutien des Taïwanais sur les

questions relatives à l'ouverture de l'île l'ouverture de l'île au tourisme chinois et à la normalisation des liaisons aériennes. Pour faire face au risque de marginalisation et d'aspiration de Taïwan dans la sphère chinoise, il est impératif que le PDP développe une nouvelle politique et puisse trouver le moyen de peser sur ce nouveau *statu quo*. Les mesures de contrôle et de restriction mises en place par le gouvernement dans le courant de l'année 2006 ont montré comment le gouvernement a tenté de ne pas subir l'influence de la démarche commune des partis politiques, soulignant ainsi l'influence et l'efficacité de cette dernière.

L'auteur conclue en soulignant les risques qui pèsent sur la pérennité des relations entre le Kuomintang et le Parti communiste chinois. Selon lui, la stratégie chinoise de réunification visant à distribuer des avantages économiques à Taïwan en se fondant sur une prospérité commune peut rencontrer des limites si elle ne se traduit pas de manière très concrète pour les entrepreneurs taïwanais. Le second risque qui pèse sur la collaboration entre les deux partis politiques est relatif au statut de parti d'opposition du Kuomintang. Selon l'auteur, seule la victoire du Kuomintang à l'élection présidentielle de 2008 peut permettre de pérenniser les acquis de la coopération interpartis. Il note le manque de résultats concrets dans les dossiers sur la normalisation des relations aériennes directes et pose la question de l'institutionnalisation des mesures adoptées par les deux partis politiques. Prenant pour l'exemple les relations développées entre les partis politiques des deux Allemagnes ou des deux Corées, l'auteur souligne l'impossibilité pour le Kuomintang et le Parti communiste chinois de faire évoluer leur coopération vers l'institutionnalisation en cas de défaite du Kuomintang à l'élection présidentielle de 2008, surtout du fait du manque de confiance chronique que Pékin accorde au PDP.

## 12. Les relations entre les deux rives, bilan de l'année 2006 et perspectives

Synthèse commentée de Mathieu Duchâtel à partir de :

– Soong Jenn-jaw, « Les tendances d'évolution des stratégies et des positions des autorités des deux rives pour 2007 », *Zhanwang yu Tansuo (Prospect and Exploration)*, vol. 5, n°1, janvier 2007

« Au-delà des montagnes et des rivières, lorsque le voyageur craint ne plus trouver de chemin, sous l'ombre des saules, derrière un champ de fleurs ensoleillé, il aperçoit soudain un village. » Pour analyser les évolutions des relations entre les deux rives en 2006, Soong Jenn-jaw a recours à une analogie poétique et à un ensemble d'oppositions dialectiques. Entre défis et opportunités, accélération des échanges et coups de frein brutaux, fermeté et souplesse des deux gouvernements, la thèse de l'auteur est que les interactions entre la Chine et Taïwan vont continuer à se développer de manière continue, stable et pacifique, malgré l'hostilité réciproque des deux pays.

À Taïwan, un ensemble de forces contradictoires limite la marge de manœuvre de Chen Shui-bian, aussi bien dans le sens d'un rapprochement avec la Chine que dans celui de la confrontation. Selon l'auteur, peu importe si le gouvernement de l'île déploie des efforts considérables pour satisfaire et propager le nationalisme taïwanais et tente, pour des motifs de sécurité nationale, de résister à l'attraction considérable exercée par la croissance de l'économie chinoise. Trois facteurs neutralisent cette politique d'éloignement et favorisent au contraire un rapprochement progressif de la Chine et de Taïwan. Tout d'abord, les systèmes de contre-pouvoir sur l'île. Sans majorité législative, devant faire face à une population divisée sur les questions de l'identité nationale et des relations avec la Chine et à des médias qui n'hésitent pas à le critiquer avec virulence, Chen Shui-bian est loin d'avoir les mains libres. Deuxièmement, la structure de l'ordre régional en Asie de l'Est, et en particulier les pressions de Washington pour que Taipei ne prenne aucune initiative nuisible à la paix et à la stabilité dans le détroit de Formose, encourage un rapprochement. Enfin, la croissance de l'économie chinoise, qui oblige les autorités de l'île à lever progressivement les restrictions entravant les échanges entre les deux rives, est aussi un facteur d'apaisement.

Dès lors, les mouvements de convergence économique et de divergence politique entre la Chine continentale et Taïwan auraient tendance à s'équilibrer, pour prendre la forme d'un rapprochement en dents de scie mais bien réel. À chaque amélioration ponctuelle vient répondre une dégradation, à chaque montée de la tension fait écho un événement ayant pour effet de diminuer l'hostilité. Or malgré les incidents rhétoriques, les échanges entre les deux rives continuent de croître à un rythme soutenu. Le développement des relations sino-taïwanaises aurait donc atteint une forme d'équilibre, excluant aussi bien une dégradation catastrophique qu'une amélioration significative.

### 1) La stratégie de Taipei

En 2006, Taipei a annoncé une série d'initiatives ayant pour effet de dégrader les relations interdétroit. Sur le plan de la politique économique, Chen Shui-bian a annoncé le 1<sup>er</sup> janvier, lors de son adresse à la nation, un changement du principe directeur gouvernant les échanges économiques et commerciaux entre les deux rives. Le gouvernement a édicté de nouvelles réglementations en conformité avec cette nouvelle ligne de « gestion positive et d'ouverture efficace » (積極管理, 有效開放). En abandonnant la politique mise en œuvre à partir de la fin 2001, « ouverture positive, gestion efficace », les autorités ont cherché à freiner la croissance des échanges interdétroit pour limiter la dépendance de Taïwan envers la croissance économique chinoise<sup>28</sup>. Sur le plan politique, Chen Shui-bian a multiplié les déclarations relatives à l'adoption d'une nouvelle constitution ou à la soumission de révisions constitutionnelles par référendum. En janvier, il a annoncé son intention d'abolir les « directives pour l'unification nationale », trahissant les promesses de son discours d'inauguration, dans lequel il s'était engagé à respecter une

<sup>28</sup> La nouvelle ligne du gouvernement a pour objectif de « réduire avec efficacité les risques de l'ouverture » et de « prendre activement les responsabilités de la gestion des échanges ». La ligne précédente mettait l'accent sur la bonne gouvernance dans la gestion des opportunités. Voir le document rédigé par la commission interministérielle en charge de mettre en pratique la nouvelle politique : « Supporting mechanisms for "active management, effective opening" in cross-strait economic and trade relations, 22 mars 2006, en ligne sur le site de la commission aux Affaires continentales, [www.mac.gov.tw](http://www.mac.gov.tw).

politique des « cinq nons »<sup>29</sup>. Pour le gouvernement Taïwanais, il s'agissait d'une mesure de représailles au passage de la loi antisécession par Pékin, l'argument de Taipei étant que cette décision ne faisait que rééquilibrer un *statu quo* mis à mal par la Chine<sup>30</sup>. Devant les réactions des États-Unis et de la Chine, Chen s'est contenté d'annoncer, le 27 février, sa décision de faire cesser l'application des directives, ce qui revenait à donner un coup d'épée dans l'eau puisque le chef de l'État n'a jamais organisé de réunion du Conseil pour l'unification nationale, la structure sous l'autorité présidentielle veillant à la mise en œuvre des directives<sup>31</sup>.

Depuis 2002, les autorités de l'île ont pris toute une série d'initiatives visant à renforcer la « subjectivité taïwanaise » (臺灣主體意識), le nationalisme insulaire et le statut d'État souverain de la République de Chine. On retient parmi ces mesures la déclaration selon laquelle il existe un État sur chaque rive du détroit de Formose, les mesures de « désinisation » de l'éducation publique et des entreprises d'État (politique de rectification des noms<sup>32</sup>), l'émission de passeports indiquant, en dessous de la mention « République de Chine », que leurs porteurs viennent de Taïwan ou encore le refus d'utiliser le consensus de 1992 pour négocier avec la Chine... Ces initiatives ont consolidé le soutien de l'électorat pro-indépendantiste envers le PDP et titillé le

réflexe identitaire de la population de l'île, mais elles ont éloigné les perspectives de réouverture des négociations avec Pékin.

Malgré cette série d'initiatives, les autorités taïwanaises se sont toujours efforcées de maintenir avec Pékin un dialogue permettant d'institutionnaliser les aspects techniques des échanges entre les deux rives, et 2006 n'a pas dérogé à la règle. Début juin, les négociateurs des deux rives sont arrivés à un accord relatif à la mise en place de vols charters directs sur une base régulière pendant les quatre grandes fêtes chinoises<sup>33</sup>. En juillet, le gouvernement a donné son accord aux compagnies aériennes de l'île pour assurer des vols charters effectuant une liaison directe avec la Chine dans certaines situations spécifiques, nécessitant une autorisation au cas par cas : le transport de marchandises, les vols d'urgence sanitaire pour le transport de médicaments, et les vols d'urgence pour l'assistance en cas de catastrophe naturelle et pour le transport de personnes handicapées<sup>34</sup>. Le gouvernement est sous une pression constante de la part des milieux d'affaires et de l'opposition pour lever les restrictions qui entravent les échanges avec la Chine. En 2007, il fera de nouvelles concessions aux « forces du marché ». La décision récente du gouvernement Su Tzeng-chang d'autoriser la fabrication sur le continent chinois de semi-conducteurs de 0,18 micromètres<sup>35</sup> et son projet d'améliorer les modalités des « mini-liaisons directes » vont dans cette direction<sup>36</sup>. Déjà consacrée dans la presse par la formule de « révisionnisme de Su » (蘇修路線), la ligne du Premier ministre a été décrite comme en légère divergence avec l'approche de Chen Shui-bian, avant le démenti du chef de l'État<sup>37</sup>. Joseph Wu Jausieh, le directeur de la commission aux Affaires continentales, a déjà affirmé que la ligne directrice de « bonne volonté pour la réconciliation, la

<sup>29</sup> « Si les communistes chinois ne manifestent pas l'intention d'utiliser la force militaire contre Taïwan au cours de mon mandat, je m'engage à ne pas déclarer l'indépendance, à ne pas changer le nom du pays, à ne pas inclure dans la Constitution la qualification des relations entre les deux rives du détroit comme étant des relations d'État à État, à ne pas organiser de référendum modifiant le *statu quo* par rapport à la question de l'indépendance ou de l'unification ; en outre, l'abolition des lignes directrices de l'unification nationale et du Conseil à l'unification nationale sera exclue. » Discours d'investiture, 20 mai 2000. Lors de son second discours d'investiture, le 20 mai 2004, Chen avait promis de respecter les engagements de son premier mandat.

<sup>30</sup> « MAC likens NUGs to anti-secession law », *China Post*, 12 février 2006.

<sup>31</sup> Établi en 1990, le Conseil pour l'unification nationale était chargé de promouvoir la politique d'unification de Taïwan, fondée sur des préconditions très sévères, en particulier la démocratisation de la Chine. Après 2000, il a cessé de fonctionner.

<sup>32</sup> « Taiwan drops China from state firms' names », *Strait Times*, 13 février 2007.

<sup>33</sup> « Non-stop cross-strait flights for holidays », *China Post*, 8 juillet 2006.

<sup>34</sup> Johansson Liu, *Mainland Affairs Council Regular News Briefing*, 14 juillet 2006.

<sup>35</sup> Cette décision est en attente d'un vote au Yuan législatif. Mais le gouvernement a donné son autorisation fin décembre 2006 à un investissement de 825 millions de dollars pour la fabrication en Chine de semi-conducteurs de 0,25 micromètres.

<sup>36</sup> « Evaluation of mini-three-links and directions for improvement », *Mainland Affairs Council*, 29 décembre 2006.

<sup>37</sup> « Taiwan President denies rift with Premier on China policy », *Associated Press*, 1<sup>er</sup> janvier 2007.

coopération active, la paix durable » (善意和解, 積極合作, 永久和平) continuerait à encadrer la politique chinoise du gouvernement en 2007. Il a annoncé l'agenda de la commission pour l'Approfondissement des interactions entre les deux rives en 2007 : négociation d'une formule pour l'accueil à Taïwan des touristes chinois, négociation de mécanismes pour les échanges financiers entre les deux rives, lutte commune contre la criminalité et l'immigration illégale, assistance juridique mutuelle, en particulier dans le domaine des droits de la propriété intellectuelle<sup>38</sup>. Le tourisme et le secteur financier apparaissent comme des priorités. Selon l'auteur, il faut s'attendre à une nouvelle vague de mesures de démantèlement des restrictions pesant sur les échanges interdépendants.

La politique chinoise de Chen Shui-bian semble suivre un perpétuel mouvement de « contraction et de desserrement » (緊鬆循環). Au premier abord, elle semble hésitante, instable et dépourvue de stratégie nationale. Car si Taipei est contraint de gérer de manière active le développement des échanges entre les deux rives, Chen Shui-bian insiste pour que les interactions avec la Chine respectent les principes de la souveraineté de Taïwan et de l'égalité juridique des deux gouvernements. Sans aucun doute, Chen Shui-bian continuera jusqu'à la fin de son mandat à traiter les relations entre les deux rives comme des relations d'État à État, et la Chine comme une partie d'un seul pays. Les perspectives pour la reprise des négociations sont toujours aussi moroses, malgré des articles de presse récents soulignant que Pékin s'efforçait, après la bonne performance du PDP aux élections municipales, de développer ses relations informelles avec le parti<sup>39</sup>.

## 2) La stratégie de Pékin

À Pékin, Hu Jintao a imprimé sa marque à la politique taïwanaise de la Chine. Le chef de l'État entend « allier fermeté et souplesse et conserver l'initiative » (軟硬兼施, 主動出擊) dans sa gestion de la question de Taïwan. Sa

priorité est d'étouffer les forces indépendantistes. Après avoir renforcé la crédibilité de la posture de dissuasion chinoise en édictant la loi antisécession, il s'est attelé à « placer l'espoir dans le peuple taïwanais » en adoptant une stratégie classique de « front uni », consistant à « gagner le cœur des Taïwanais » et à « utiliser les milieux d'affaires pour encercler les autorités, et à utiliser la population pour contraindre le gouvernement » (以商圍政, 以民逼官). La Chine a élaboré toute une série de politiques avantageuses pour certaines catégories de la société taïwanaise : les hommes d'affaires, les agriculteurs, les étudiants, et même les médecins et les architectes<sup>40</sup>. Cette stratégie de séduction, déjà formulée par la Chine sous Deng Xiaoping, a pris une dimension nouvelle avec Hu Jintao, notamment par la mise en place de canaux de communication avec l'opposition taïwanaise et par des mesures concrètes visant à enrichir des catégories précises de la population de l'île.

Sur le plan international, avec l'établissement de relations diplomatiques avec le Tchad, Pékin a remporté une nouvelle victoire dans sa stratégie d'étouffement de l'espace international de Taïwan<sup>41</sup>. Désormais, Pékin obtient de tous les États auxquels il en présente la requête une réassurance claire que la question de Taïwan est une question nationale chinoise, et qu'il n'existe qu'une seule Chine dans la société internationale. Le plus grand succès diplomatique chinois reste cependant d'avoir réussi à faire reculer indirectement le mouvement indépendantiste taïwanais en s'appuyant sur les États-Unis. Depuis la fin 2003, Washington poursuit vis-à-vis du détroit de Formose une stratégie de double dissuasion : « ni indépendance, ni conflit armé » (不獨不武). En 2006, le département d'État a appelé deux fois publiquement Chen Shui-bian à respecter ses engagements : pendant la crise autour du Conseil pour l'unification nationale au début 2006<sup>42</sup>, puis suite aux déclarations de Chen relatives à l'adoption d'une nouvelle constitution ou de réformes

<sup>38</sup> « Address by MAC Chairman Jausieh Joseph Wu at the 2007 new year's press conference », Mainland Affairs Council, [www.mac.gov.tw](http://www.mac.gov.tw).

<sup>39</sup> « Dui tai celue zhuanbian, Beijing quanmian fazhan dui lu guanxi », (« Virage dans la politique taïwanaise de la Chine, Pékin s'efforce de développer ses relations avec le camp vert »), *Lienhebao*, 4 février 2007, édition électronique.

<sup>40</sup> « Après le forum économique PCC-KMT », *China Analysis*, n°5, juin 2006.

<sup>41</sup> « Interrogations taïwanaises après la perte du Tchad », *China Analysis*, n°6-7, juillet-août 2006.

<sup>42</sup> « US warns Chen to stick to status quo », *Taipei Times*, 1<sup>er</sup> février 2006. « US to Chen: please stop the surprises », *Taipei Times*, 4 février 2006.

constitutionnelles<sup>43</sup>. En coopérant avec Washington pour dissuader l'indépendantisme taïwanais, Hu Jintao a confirmé que la priorité chinoise était le développement et non l'absorption immédiate de Taïwan. Pékin a cherché à éviter la collision avec Washington sur la question de Taïwan en répétant à loisir que le potentiel de coopération dépassait le risque de conflit dans les relations sino-américaines. Cependant, cette politique n'a pas été suffisante pour résorber le dilemme de sécurité des États-Unis face à la modernisation accélérée de l'APL.

Le style novateur de Hu Jintao s'exprime également dans sa capacité à « utiliser la tranquillité pour calmer le mouvement » (以靜制動). La Chine ne réagit plus avec autant de virulence aux initiatives politiques des autorités taïwanaises qu'elle perçoit pourtant comme des provocations. Elle évite les menaces verbales et la rhétorique va-t-en-guerre, qu'elle juge désormais contre-productives. Elle préfère s'appuyer sur les États-Unis pour exercer des pressions indirectes et évite toute déclaration qui pourrait faire le jeu des indépendantistes en renforçant le nationalisme taïwanais. Le dernier livre blanc sur la défense nationale, publié à la fin de décembre 2006, est symptomatique de cette prudence verbale, qui ne doit pas pour autant faire oublier les préparations militaires chinoises à un conflit dans le détroit<sup>44</sup>. Ainsi, c'est avec une main de fer dans un gant de velours que la Chine s'efforce d'imposer sa version de la paix et de la stabilité dans le détroit de Formose. Elle s'est efforcée d'intégrer tous les attributs de la puissance – politique, économique, diplomatique, juridique et même culturelle – pour définir elle-même les relations entre les deux rives et réduire la capacité d'initiative des États-Unis dans le détroit.

### 3) Perspectives pour 2007

Si l'année 2005 a marqué un véritable tournant dans les relations entre les deux rives en raison du vote de la loi antisécession puis des visites des dirigeants de l'opposition en Chine, l'année 2006 a vu la confirmation

des nouvelles stratégies des gouvernements des deux rives. Faut-il s'attendre à un nouveau tournant en 2007 ? Sur les liaisons directes, les échanges agricoles, le tourisme, les questions financières, Pékin et Taipei n'ont jamais semblé aussi proches de conclure des accords.

Au cours du premier semestre 2006, les investissements taïwanais en Chine autorisés par le ministère de l'Économie de l'île ont crû de 35,2 % par rapport à l'année précédente. Il s'agit d'une accélération considérable. D'après les statistiques taïwanaises, dont les chiffres sont bien en deçà de ceux publiés par Pékin, la somme totale des investissements taïwanais en Chine représente désormais 2,11 % du PIB taïwanais, pour 1,53 % en 2003<sup>45</sup>. La nouvelle doctrine de « gestion positive, ouverture efficace » n'a que peu pesé sur la croissance des investissements taïwanais en Chine. Au contraire, deux facteurs invitent à penser que les autorités taïwanaises seront obligées de concéder aux milieux d'affaires la levée de certaines restrictions. Le premier est la croissance continue du commerce extérieur chinois, dont les entreprises taïwanaises produisant en Chine bénéficient directement. En 2006, il a crû de 24 %, et à la fin 2007 son volume dépassera probablement celui de l'Allemagne, faisant de la Chine la deuxième puissance commerciale du monde. Le second est la libéralisation du secteur financier chinois suite aux engagements de Pékin à l'OMC. Le gouvernement taïwanais ne peut pas ignorer les opportunités offertes aux établissements financiers de l'île, ni les pressions croissantes envers la mise en place de mécanismes les autorisant à s'implanter en Chine. Sur ce plan, l'inaction aboutirait à la marginalisation de Taïwan dans un secteur clé pour l'avenir de la croissance de l'île.

Dans ces conditions, l'auteur prévoit une évolution du type « deux pas en avant, un pas en arrière » (進兩步, 退一步) pour l'année 2007. Seul un virage indépendantiste considérable de Taipei pourrait contrecarrer

<sup>43</sup> US Department of state deputy spokesman Tom Casey, « US foreign policy update », 3 octobre 2006, <http://fpc.state.gov/fpc/73759.htm>.

<sup>44</sup> *China's National Defense in 2006*, Information Office of the State Council, décembre 2006, <http://www.china.org.cn/english/features/book/194421.htm>.

<sup>45</sup> Taïwan est le cinquième investisseur en Chine populaire. Les investissements cumulés taïwanais autorisés par le ministère de l'Économie ont atteint 53 milliards de dollars, mais on peut estimer qu'ils dépassent les 100 milliards de dollars. D'après les estimations de la commission aux Affaires continentales, le commerce entre les deux rives a dépassé 75 milliards de dollars en 2005, année pendant laquelle Taïwan a joui d'un excédent de 36 milliards de dollars.



cette évolution. En raison des projets constitutionnalistes de Chen Shui-bian<sup>46</sup>, il est pour le moins improbable que les interactions économiques et sociétales entre les deux rives soient suffisantes pour que les autorités de chaque pays abandonnent le jeu politique et diplomatique à somme nulle auquel elles se livrent. En revanche, les rapports de force étant volatiles à Taïwan, avec des échéances électorales proches (les législatives en décembre 2007 et les présidentielles en mars 2008), il n'est pas exclu que les factions modérées du PDP pressent pour une ouverture croissante des échanges interdétroit et pour la pacification de l'atmosphère d'hostilité politique qui règne dans le détroit. Mais, sur le fond, les relations sino-taïwanaises semblent se diriger vers une nouvelle année de « chaleur économique et froideur politique » (經熱政冷).

---

<sup>46</sup> « 2007, l'année d'une révision de fond de la Constitution de la République de Chine ? », *China Analysis*, n°10, novembre 2006. « Taïwan set for new clash with Beijing », *Financial Times*, 1<sup>er</sup> novembre 2006.

## La presse de ce numéro

- ❑ *Caijing* (Finance et Économie): revue bimensuelle d'actualité économique et financière basée à Pékin
- ❑ *21 shiji jingji baodao*: diffusé à 380.000 ex. par le groupe Nanfang Ribao.
- ❑ *Guoji Wenti yanjiu* (Etude des questions internationales) : revue bimestrielle publiée par l'Institut chinois d'études internationales (CIIS) à Pékin.
- ❑ *Huanqiu shibao* (Global Times): journal d'actualité internationale publié par le groupe officiel du *Quotidien du peuple* en kiosque les lundi, mercredi et vendredi
- ❑ *Lianhebao*: Un des premiers quotidiens d'information à Taiwan d'obédience nationaliste, il appartient au puissant groupe de presse *United Daily News*.
- ❑ *People's Daily* (Quotidien du Peuple): version anglaise de l'organe officiel du Comité central du Parti communiste chinois qui peut publier des articles non parus dans l'édition en mandarin)

- ❑ *Ta Kung Pao* (ancien *L'impartial*): quotidien proche du Parti communiste chinois basé à Hong Kong
- ❑ *Waijiao Pinglun* (*Foreign Affairs Review*): mensuel de l'institut de la diplomatie (China Foreign Affairs University)
- ❑ *Wen Wei Po*: Un des principaux quotidiens de Hong Kong, en langue chinoise, proche du Parti Communiste
- ❑ *Xiandai guoji guanxi* (Relations internationales contemporaines): revue mensuelle publiée par le CICIR (Institut chinois d'études internationales contemporaines) à Pékin
- ❑ *Xin Xinwen* (The Journalist): hebdomadaire de Taipei, en langue chinoise
- ❑ *Zhengming* (Rivalisons): revue mensuelle politique indépendante de Hong Kong
- ❑ *Zhongguo Shipao* (*China Times*): un des trois principaux journaux de l'île, d'affiliation politique ambiguë, plutôt nationaliste.

## L'équipe

### ❑ **Editeurs :**

François Godement et Michal Meidan

### ❑ **Contributeurs réguliers :**

Michaïl Andrei, Mathieu Duchâtel, François Godement, Hubert Kilian, Michal Meidan, Thibaud Voïta, Joris Zylberman

### ❑ **Et aussi...**

Florence Biot, Camille Bondoïs, Cécile Cavoizy, Christine Chaigne, Valérie Demeure-Vallée, Lili Dutrey, Béatrice Freugé, Chloé Froissart (CEFC), Olaf Griese, Gilles Guiheux (CEFC), Églantine Jastrabsky, Aurore Merle (CEFC), Pierre Miège, Candice Tran-Dai, Jean-Louis Rocca, Ilias Sarsembaev, Émilie Tran (CEFC)

### ❑ **Remerciements :**

CEFC Hong Kong, Françoise Nicolas